

# service de l'assainissement

Bilan annuel sur le système d'assainissement 2022

Pour les agglomérations  $\geq 2\,000$  EH

Système de collecte et de traitement

AUBERGENVILLE



# Sommaire

## A | Informations générales ..... 7

A.1	Identification et description succincte.....	9
A.1.1	Caractéristiques principales du système d'assainissement.....	9
A.1.2	Inventaire des déversoirs d'orage.....	10
A.1.3	Inventaire des postes de relevage.....	10
A.2	Etudes générales et documents administratifs relatifs au système d'assainissement.....	11
A.2.1	Système de collecte.....	11
A.2.2	Système de traitement.....	13

## B | Bilan annuel sur le système de collecte ..... 15

B.1	Raccordements.....	16
B.1.1	Raccordements domestiques.....	16
B.1.2	Raccordements non domestiques : liste des établissements.....	17
B.2	Travaux réalisés sur le système de collecte.....	19
B.2.1	Travaux réalisés sur les canalisations.....	19
B.2.2	Autres travaux.....	19
B.3	Contrôle et surveillance du système de collecte.....	20
B.3.1	Surveillance du réseau.....	20
B.4	Entretien du système de collecte.....	20
B.4.1	Récapitulatif des opérations d'entretien.....	20
B.4.2	Quantités et destinations des sous-produits évacués au cours de l'année.....	20
B.5	Bilan des déversements au milieu par le système de collecte.....	21
B.5.1	Bilan sur les volumes déversés au milieu.....	21
B.5.2	Tableau récapitulatif des déversements au milieu par le système de collecte.....	22
B.5.3	Déversements au milieu résultant de situations inhabituelles.....	22
B.6	Synthèse du suivi métrologique du dispositif d'autosurveillance.....	23
B.6.1	Opérations de maintenance et de vérification réalisées sur le dispositif d'autosurveillance.....	23
B.7	Diagnostic Permanent.....	23
B.8	Analyse des risques de défaillance.....	24
B.9	Conclusion du bilan annuel sur le système de collecte.....	25
B.9.1	Analyse critique du fonctionnement du système de collecte et du dispositif d'autosurveillance.....	25

## C | Bilan annuel sur le système de traitement .... 27

C.1	Bilan sur les volumes d'eau.....	28
C.1.1	Pluviométrie et volume entrant dans le système de traitement.....	28
C.1.2	Volumes entrant et sortant de la station de traitement des eaux usées.....	29
C.1.3	Evolution des volumes annuels entrant et sortant.....	29
C.2	Bilan sur la pollution traitée et rejetée.....	31
C.2.1	Evolutions des charges totales annuelles entrantes.....	34
C.2.2	Pollution entrant dans le système de traitement.....	38
C.2.3	Pollution déversée en tête de station.....	40
C.2.4	Evolution des charges sortantes totales annuelles.....	42
C.2.5	Pollution sortant du système de traitement.....	44
C.2.6	Calcul des rendements.....	49
C.3	Bilan sur les boues, les autres sous-produits et les apports extérieurs..	52
C.3.1	Les boues.....	52
C.3.2	Les sous-produits évacués.....	53
C.3.3	Les apports extérieurs.....	53
C.4	Bilan des consommations d'énergie et de réactifs.....	54
C.4.1	Quantité annuelle d'énergie consommée.....	54
C.4.2	Quantités de réactifs consommés au cours de l'année.....	54
C.4.3	Eau potable consommée au cours de l'année.....	54
C.5	Faits marquants sur le système de traitement.....	55

C.5.1	Fonctionnement du système de traitement .....	55
C.5.2	Déversement dans le milieu naturel consécutifs aux faits marquants sur le système de traitement .....	57
C.5.3	Bilan des alertes effectuées .....	58
C.6	Récapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement .....	59
C.7	Synthèse du suivi métrologique du dispositif d'autosurveillance .....	60
C.7.1	Rappel .....	60
C.7.2	Contrôle du dispositif d'autosurveillance .....	60
C.8	Conclusion du bilan annuel sur le système de traitement.....	61

## **D | Auto-évaluation des performances du système d'assainissement..... 63**

D.1	Performance du système de collecte .....	65
D.2	Performance du système de traitement .....	67

## **E | Surveillance complémentaire relative à la présence de micropolluants..... 69**

E.1	RSDE.....	71
-----	-----------	----

## **F | Annexes..... 73**

F.1	Annexe 1 : Evolutions Réglementaires .....	75
-----	--	----

# Préambule

Depuis la directive européenne relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines (91/271/CEE) qui stipule l'existence de programmes de mesure dans les systèmes d'assainissement pour vérifier leurs performances et informer le public, l'évolution notable de la réglementation relative à l'assainissement des collectivités a conduit les pouvoirs publics à instaurer l'autosurveillance comme moyen de contrôle des performances des ouvrages.

Le bilan annuel présente une synthèse du fonctionnement du système d'assainissement et de son dispositif d'autosurveillance réglementaire.

Conformément aux demandes des administrations, Suez Eau France applique le modèle établi et mis en place par la direction de l'eau et de la Biodiversité du ministère de l'Écologie.

Ce bilan annuel est établi pour l'année 2022 conformément au paragraphe 1.2 de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, relatif à aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5. Ce bilan annuel est adapté aux prescriptions ministérielles pour les agglomérations de taille supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5 et les stations de traitement des eaux usées de capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5.





# A | Informations générales







## A.1 Identification et description succincte

### A.1.1 Caractéristiques principales du système d'assainissement

Agglomération d'assainissement			Code Sandre :		030000178029
Nom :		Aubergenville			
Taille en EH (= CBPO) :		23 349			
Système de collecte			Code Sandre :		037802901SCL
Nom :		Aubergenville, Epône et Flins sur Seine			
Type(s) de réseau :		55 % Unitaire      45 % Séparatif			
Industries raccordées :		Oui			
Exploitant :		Suez Eau France			
Personne à contacter :		Monsieur Langhade / 01.39.22.26.05 / dimitri.langhade@suez.com			
Station de traitement des eaux usées			Code Sandre :		037802902000
Nom :		Aubergenville			
Lieu d'implantation :		AUBERGENVILLE / 78029 / boulevard Louis Renault			
Date de mise en eau :		2009			
Maître d'ouvrage :		CU GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Capacité nominale : (1)	Organique kg/jour de DBO5	Hydraulique m³/jour	Q pointe m³/heure	Equivalent habitants	
	1 030	5 340	260	17 200	
Débit de référence (m3/j) : (1)		5 340			
Charge entrante : (1) 2022		En kg/j DBO5 :	1 400,94	En EH :	23 349
File EAU :	Type de traitement :	Secondaire			
	Filières de traitement :	Aération prolongée ou faible charge			
File BOUE :	Type de traitement :	Déshydratation			
	Filières de traitement :	Compostage			
Exploitant :		Suez Eau France			
Personne à contacter :		Monsieur Langhade / 01.39.22.26.05 / dimitri.langhade@suez.com			
Milieu récepteur			Code Sandre :		
Nom :		La Seine			
Masse d'eau :		La Seine			
Type :		Rejet superficiel	Fleuve		
Débit d'étiage :		166 m³/s			

(1) Pour la définition, se référer au chapitre « Définitions » en préambule de ce document.

### A.1.2 Inventaire des déversoirs d'orage

Les déversoirs d'orage sont classés dans la nomenclature du Décret du 29 Mars 1993 à la rubrique 5-2-2. Ils ont fait l'objet d'une déclaration simplifiée auprès des Services de l'Etat en 1994 par nos soins conformément aux dispositions réglementaires.

Les points de rejet au milieu naturel sont détaillés dans le tableau suivant.

Inventaire des rejets au milieu naturel	
Commune	Site
Aubergenville	DO1 – Avenue du Général de Gaulle
Aubergenville	DO – Avenue de la Division Leclerc
Aubergenville	DO4 – Avenue de l'Union

### A.1.3 Inventaire des postes de relevage

Inventaire des installations de relevage				
Commune	Site	Année de mise en service	Débit nominal	Unité
EPÔNE	Poste Christine		100	m³/h
EPÔNE	Poste Foch		15	m³/h
EPÔNE	Poste Dolmen		20	m³/h
AUBERGENVILLE	Aubergenville – Clos Reine (PR)	2015	50	m³/h
AUBERGENVILLE	Aubergenville – Le Faucheux (PR)	2015	240	m³/h
AUBERGENVILLE	PN 10 (PR)		360	m³/h

## A.2 Etudes générales et documents administratifs relatifs au système d'assainissement

### A.2.1 Système de collecte

Etude générale et documents administratifs du système de collecte					
Communes	Année du dernier schéma directeur d'assainissement	Année de la dernière étude diagnostic	Date du zonage eaux usées	Date du zonage eaux pluviales	Date d'annexion du zonage EU et EP au PLU
Aubergenville	2005	2005	*	*	*
Epône	2010	2010	*	*	*
Flins sur Seine	2004	*	*	*	*

\* Informations non connues

Communes : Aubergenville

#### ❖ Schéma directeur d'assainissement : Année 2005

Cette étude de schéma directeur menée avait permis de mettre en évidence les problématiques suivantes :

- Des déversements par temps sec au bypass d'entrée de station.

Plus généralement, la principale problématique à l'époque sur le système de collecte et de traitement d'Aubergenville était liée au fonctionnement de la station de traitement.

En effet il avait été constaté une insuffisance au niveau du relevage des effluents en tête de station, générant ainsi des rejets de temps sec au milieu naturel via le bypass. D'autre part des bilans physico-chimiques avaient mis en évidence de très faibles rendements du processus de traitement.

En conclusion il est possible d'affirmer que la commune d'Aubergenville rejetait ses eaux usées « quasi pures » au milieu naturel.

Les eaux claires parasites permanentes avaient été estimées à 30% du débit d'entrée de station (campagne de mesures).

La modélisation des réseaux unitaires avait également permis de constater des insuffisances capacitaires des collecteurs :

- Réseau structurant Avenue Charles de Gaulles (partie aval), avec des débordements possibles pour la pluie décennale (mais non constatés sur le terrain) ;
- Aval du DO Charles de Gaulle (mise en charge des collecteurs) ;
- Avenue de l'Union (mise en charge des collecteurs).

Ainsi que des pollutions au milieu naturel par les déversoirs d'orage par temps de pluie :

- Sur 70% des événements pluvieux au DO Charles de Gaulle ;
- Systématiquement dès la moindre pluie au DO Avenue de l'Union.

Programme de travaux issu des SDA :

Communes	Système d'assainissement	Nature des travaux	Description des travaux	Niveau avancement
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Allée des Pins et des Iris. Création de réseau EP	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Avenue de la Division Leclerc. Création de réseau EP	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Allée des Glycines. Création de réseau EP	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Rue du 8 Mai 1945. Création de réseau EP	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Avenue de l'Union. Création de réseau EP	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Long A13. Création de réseau EP	
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion des surfaces actives sur le réseau unitaire	Long A14. Création de réseau EP	
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion de sources	Source du Vivier. Création de drain.	
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déconnexion de sources	Source d'Acosta. Création de drain.	
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déversoirs d'orage	Réhausse du seuil de 20 cm sur le DO Avenue de l'Union	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Déversoirs d'orage	Réhausse du seuil de 11 cm sur le DO Charles de Gaulle	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Station d'épuration	Création d'un dispositif anti-crue afin d'éviter l'entrée	

			d'eaux de Seine par le déversoir	
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Station d'épuration	Reconstruction de la station d'épuration	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Station d'épuration	Mise en place d'une instrumentation sur le déversoir d'entrée	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Création de réseau eaux usées	Chemin de Montgardé	
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Création de réseau eaux usées	Rue des Huguenots	Réalisé
<b>AUBERGENVILLE</b>	Aubergenville	Création de réseau eaux usées	Chemin de la Côte de Vaux	
<b>FLINS-SUR-SEINE</b>	Aubergenville	Extension de la collecte EU	Route de Renault	
			Rue de Bouafle	Prévu en 2023
			Source rue du Lavoir	Prévu en 2025

❖ Mise à jour du Schéma directeur d'assainissement: en cours

L'Arrêté du 31 juillet 2020 a modifié l'Arrêté du 21 juillet 2015 en étendant l'analyse des risques de défaillance à l'ensemble du système d'assainissement, incluant ainsi le système de collecte. Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 600 kg/j de DBO5, l'analyse des risques de défaillance incluant la Collecte devait être fournie au plus tard le 31 décembre 2021. Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/j de DBO5 et supérieure ou égale à 120 kg/j de DBO5, l'analyse des risques de défaillance incluant la Collecte doit être fournie au plus tard le 31 décembre 2023.

L'analyse des risques de défaillance a été réalisée et adressée au service de la Police de l'Eau en juin 2022.

## A.2.2 Système de traitement

L'article 7 de l'Arrêté Ministériel du 21 juillet 2015 prévoit que tous les systèmes de traitement d'une capacité nominale supérieure ou égale à 12 kgDBO5/jour fassent, avant leur mise en service, l'objet d'une analyse de risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Les systèmes de traitement d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kgDBO5/jour en service avant le 1<sup>er</sup> juillet 2015 doivent fournir ce document au plus tard deux ans après la publication de l'arrêté cité ci-dessus.

Pour la station d'épuration d'Aubergenville, l'analyse des risques de défaillance a été réalisée et adressée au service de Police de l'Eau (DRIEE) en décembre 2017.





# B | Bilan annuel sur le système de collecte



## B.1 Raccordements

### B.1.1 Raccordements domestiques

Raccordements domestiques					
Commune	(A) Population totale de la zone collectée	Population raccordable de la zone collectée	Nombre total de branchements	(B) Population raccordée	Taux de raccordement (B)/(A)
Aubergenville	12 164	12 116	2422	12 116	99 %
Epône (en partie)	2 512	2 462	351	2 462	98 %
Flins sur Seine (en partie)	2 428	2 379	50	2 379	98 %
<b>TOTAL</b>	<b>17 104</b>	<b>16 957</b>	<b>2 822</b>	<b>16 957</b>	<b>98 %</b>

(A) Source INSEE / Populations légales 2020 entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

## B.1.2 Raccordements non domestiques : liste des établissements

Nom de l'établissement	Commune	Adresse	Activité	Code NAF	Visite	Autorisation rejet
SPUTTERING FRANCE	Aubergenville	BOULEVARD PIERRE LEFAUCHEUX RUE DU CLOS	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	22.29A		
LRM INDUSTRIES	Aubergenville	REINE 15 RUE DES	Fonderie d'autres métaux non ferreux	24.54Z		
LDM	Aubergenville	CHEVRIES 14 RUE DU CLOS	Mécanique industrielle	25.62B		
SA ATELIERS LR ETANCO	Aubergenville	REINE	Fabrication de vis et de boulons	25.94Z		
IMPH	Aubergenville	RUE DES CHEVRIES	Fabrication de cartes électroniques assemblées	26.12Z		
TECHNOLOGIE APPLIQUEE	Aubergenville	3 RUE DU CLOS	Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	27.12Z		
ENERGIE SECURITE	Aubergenville	REINE BOULEVARD PIERRE				
RENAULT FLINS	Aubergenville	LEFAUCHEUX	Construction de véhicules automobiles	29.10Z		
AUTONEUM FRANCE	Aubergenville	RUE DES CHEVRIES 14 RUE DU	Fabrication d'autres équipements automobiles	29.32Z		
C S I CUVE SPRINKLER INCENDIE	Aubergenville	CHANTIER D'HERUBE 14 RUE DES	Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	33.20A		
GENIE FLEXION	Aubergenville	CHEVRIES	Installation de machines et équipements mécaniques	33.20B		
SOLEO SERVICES	Aubergenville	11 RUE DES CHEVRIES	Dépollution et autres services de gestion des déchets	39.00Z		
SOLEO DEVELOPPEMENT	Aubergenville	13 RUE DES CHEVRIES	Dépollution et autres services de gestion des déchets	39.00Z		
CTRE DE CONVALESCENCE D	Aubergenville	32 RUE DE				
AUBERGENVILLE	Aubergenville	MONTGARDE	Activités hospitalières	86.10Z		

## B | Bilan annuel sur le système de collecte

CENTRE HOSPITALIER PRIVE DU MONTGARDE	Aubergenville	RUE DE MONTGARDE	Activités hospitalières	86.10Z		
CENTRE D IMAGERIE MEDICALE DES MURAUX	Aubergenville	32 RUE DE MONTGARDE	Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie	86.22A		
LAVERIE WEB MULTISERVICES	Aubergenville	LE PARC D'ACOSTA	Blanchisserie-teinturerie de détail	96.01B		
			Commerce carburants Station service Aire de lavage		31/05/2022	
TOTAL ENERGIES	Aubergenville	AV DE L UNION		47.30Z	022	21/09/2022
					26/04/2022	
THESEE DATACENTER	Aubergenville	32 RUE CLOS REINE	Gestion d'installation informatique	62.03Z	021	08/08/2022



## B.2 Travaux réalisés sur le système de collecte

Nous présentons ici la synthèse des travaux réalisés (achevés ou en cours) au cours de l'année sur le système de collecte.

### B.2.1 Travaux réalisés sur les canalisations

Communes	Nature des travaux	Adresse	Date de réalisation
Aubergenville	Branchement	2, avenue Marie-José	2022
Aubergenville	Branchement	rue des Priers - 10, rue des Clos Reine	2022
Aubergenville	Branchement	63, bd de Mantes	2022
Aubergenville	Branchement	11, rue des Brissettes	2022
Aubergenville	Branchement	1, rue des Priers	2022
Aubergenville	Branchement	1, rue des Rouliers	2022
Aubergenville	Branchement	4 boulevard de Paris	2022
Aubergenville	Branchement	2, rue Méry Fontaine	2022
Aubergenville	Branchement	7, rue des Brissettes	2022
Aubergenville	Branchement	angle avenue Marie José - bd du Maréchal Foch	2022
Aubergenville	Branchement	1, rue des Vieilles Treilles	2022
Aubergenville	Branchement	17, rue du Blossier	2022
Aubergenville	Branchement	avenue de Dixmude	2022
Aubergenville	Branchement	12, rue de l'Egalité lot 1 et 2	2022
Epône	Branchement	28, avenue des Dolmen lot B	2022

### B.2.2 Autres travaux

Sans Objet.

## B.3 Contrôle et surveillance du système de collecte

Nous présentons ici la synthèse des contrôles réalisés sur le système de collecte (branchements/réseau).

### B.3.1 Surveillance du réseau

Communes	ITV (ml)	Test à la fumée (ml)	Contrôle des installations conformes	Contrôle des installations non conformes
Aubergenville	2 514,15	0	150	9
Epône	0	0	0	0
Flins sur Seine	0	0	0	0

## B.4 Entretien du système de collecte

### B.4.1 Récapitulatif des opérations d'entretien

Nous présentons une synthèse des opérations d'entretien réalisées sur le système de collecte (collecteurs et ouvrages annexes au réseau (dessableurs, bassins, etc...))

Communes	Poste de refoulement	Curage Eaux usées (ml)	Curage Eaux pluviales (ml)	Curage Unitaires (ml)
Aubergenville	2 fois/an	-	2324	3146
Epône	2 fois/an	-	-	-
Flins sur Seine	Pas de poste	-	-	-

### B.4.2 Quantités et destinations des sous-produits évacués au cours de l'année

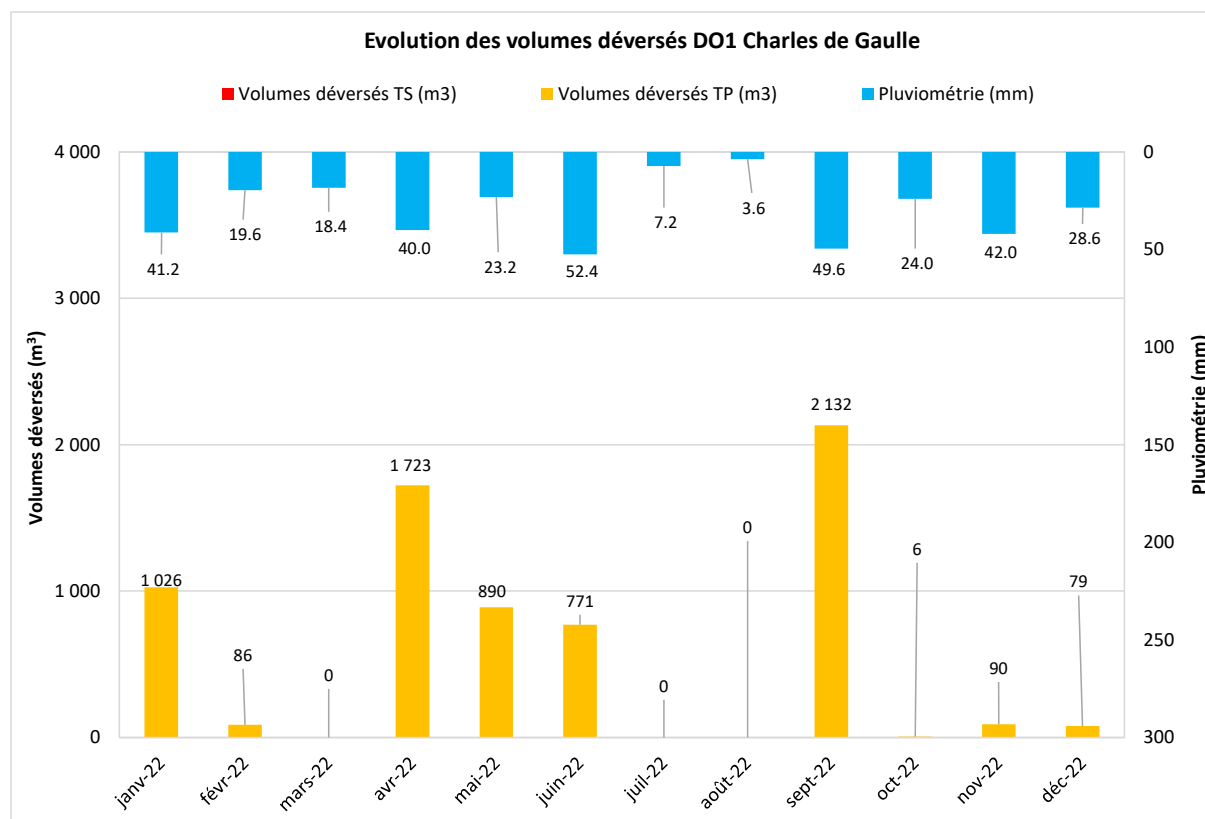
Sous-produits évacués	Quantité brute en masse ou volume (préciser l'unité)	Destination(s) <i>En cas de destinations multiples, indiquer la répartition entre les destinations.</i>	Données transmises par : bon d'enlèvement, pesées, BSD...
Refus de dégrillage			
Sables			
Huiles / Graisses			
Matières de curage	7,6 T (PR)	Ecopur	BSD

Aucune information sur les déchets de réseaux par notre délégataire.

## B.5 Bilan des déversements au milieu par le système de collecte

### B.5.1 Bilan sur les volumes déversés au milieu

Nom du déversoir	Commune	nb jours de déversements	Temps de débordement en heures	Volume annuel déversé (m³)
DO1 Charles de Gaulle	Aubergenville	21	24.1	6 802.8
DO4 Rue de l'Union	Aubergenville	4	1.8	-
TOTAL		25	25.8	6 802.8



### B.5.2 Tableau récapitulatif des déversements au milieu par le système de collecte

Nom du déversoir	Déversements de temps sec				Déversements de temps de pluie			
	Nbre jours	Volume (m³)	MES (kg)	DCO (kg)	Nbre jours	Volume (m³)	MES (kg)	DCO (kg)
DO1 Charles de Gaulle	0	0	0	0	21	6 802.8	1 988.7	4 828.8
DO4 Rue de l'Union	0	-	-	-	4	-	-	-
<b>TOTAUX</b>	0	0	0	0	25	6 802.8	1 988.7	4 828.8

#### Méthodes utilisées pour l'estimation des volumes déversés et des charges déversées

- DO1 Charles de Gaulle

Le déversoir d'orage de l'avenue Charles de Gaulle qui représente une charge comprise entre 120 et 600 kg de DBO5 a fait l'objet d'une instrumentation en date du 30/10/15.

Ce déversoir latéral à mince paroi a été équipé d'une sonde de mesure à ultrasons mise en place en amont du seuil. Un télétransmetteur GSM permet le rapatriement journalier des données enregistrées au pas de temps 5 minutes.

Le déversement au milieu naturel s'effectue lorsque la hauteur d'eau dans la canalisation dépasse la hauteur de la lame déversante.

Le calcul du volume déversé est effectué à partir de la loi de déversement sur seuil.

$$Q = \mu * L_s * h * \text{racine carrée}(2gh) * 3600$$

$\mu = 0,25$  (constante)  $\Rightarrow$  coefficient validé par AESN en 2020

$L_s$  = Longueur du seuil déversoir en mm

$h$  = niveau mesure effectuée par la sonde sur arrivée de l'effluent en mètre

$$g = 9,81 \text{ m/s}^2$$

- DO4 Rue de l'Union

Le déversoir d'orage de la Rue de l'Union a été instrumenté le 17/06/2020. Il représente une charge polluante < 120 kg de DBO5 par jour, de ce fait, seule la durée de déversement est estimée.

Il est équipé d'une sonde de mesure à ultrasons mise en place en amont du seuil. Un télétransmetteur GSM permet le rapatriement journalier des données enregistrées au pas de temps 5 minutes.

- Flux polluants

Afin de calculer les flux polluants déversés, la moyenne des concentrations en entrée station a été calculée pour les différents paramètres (à l'exclusion des jours ayant présenté une pluviométrie journalière inférieure à 0,2 millimètres).

A noter que, comme stipulé au scénario SANDRE, les flux polluants ne font pas l'objet d'une transmission réglementaire.

### B.5.3 Déversements au milieu résultant de situations inhabituelles

Aucune déclaration de situation inhabituelle n'a été réalisé sur l'exercice en cours

## B.6 Synthèse du suivi métrologique du dispositif d'autosurveillance

Le suivi métrologique concerne l'ensemble des ouvrages, instruments et appareils du dispositif d'autosurveillance. Il consiste à réaliser l'ensemble des opérations permettant d'assurer la fiabilité des données générées par le dispositif d'autosurveillance :

- entretien, vérification et étalonnage des dispositifs de mesure de débit ;
- entretien et maintenance des préleveurs et vérification des critères de représentativité de l'échantillonnage.

Lorsque les analyses sont réalisées en interne :

- entretien, maintenance et vérification des appareils du laboratoire (pour les analyses internes) ;
- lorsque le laboratoire n'est pas agréé pour certains paramètres, comparaison des résultats d'analyse internes aux résultats d'analyse obtenus par un laboratoire agréé pour ces paramètres.

Lorsque les analyses sont réalisées en externe :

- vérification de la bonne conservation des échantillons pendant le transport vers le laboratoire agréé pour ces paramètres, vérification des délais de transport et de mise en analyse.

### B.6.1 Opérations de maintenance et de vérification réalisées sur le dispositif d'autosurveillance

Ces points d'autosurveillance font l'objet depuis leur mise en service d'opérations de maintenances préventives mensuelles afin de vérifier le bon fonctionnement des sondes de hauteur et des chaînes de mesures.

Une expertise technique du dispositif d'autosurveillance existant (déversoir d'orage Charles de Gaulle) a été menée par l'AESN en 2019, conformément à l'art 21 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015. Cette expertise a conduit à un 1 écart relevé avec demande d'un diagnostic hydraulique de l'ouvrage.

Ce diagnostic constituait à valider le coefficient  $\mu$  utilisé pour le calcul du volume.

Anciennement établi à 0.4, après expertise interne, il a été fixé à 0.25 et validé par l'AESN.

## B.7 Diagnostic Permanent

Pour les Systèmes de taille  $\geq 10\,000$  EH

L'arrêté du 21 juillet 2015, mis à jour par l'arrêté du 31 juillet 2020, impose la réalisation du Diagnostic Permanent avant le 31 décembre 2021 pour les systèmes d'assainissement de plus de 10 000 EH. Cette échéance était initialement prévue au 31 décembre 2020.

Le Diagnostic Permanent est assuré par la Collectivité

Le rapport de Diagnostic Permanent pour l'année 2022 figure en Annexe X.

Ce document inclut :

- Le périmètre du Diagnostic Permanent,
- Une synthèse de la phase d'initialisation avec le choix des enjeux hiérarchisés retenus,
- La valeur pour chaque indicateur sélectionné avec, si possible, un historique de données ainsi qu'une analyse critique de ce dernier,
- Une synthèse du diagnostic permanent incluant les actions futures à réaliser.

La mise à jour du rapport sur le diagnostic permanent est joint en annexe.



## B.8 Analyse des risques de défaillance

L'analyse des risques de défaillance a été étendue au système d'assainissement par l'article 3 de l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'article 4 de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Ainsi, dans le cas de systèmes d'assainissement des eaux usées > 600 kg/j de DOB5, l'analyse des risques de défaillance est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau ou l'office de l'eau au plus tard le 31 décembre 2021.

Dans ce cadre, la CU GPS&O a établi avec l'implication des exploitants un état des lieux des différents postes afin de pouvoir hiérarchiser, programmer et mettre en œuvre les différentes préconisations d'amélioration.

L'analyse selon la méthode AMDEC n'a pas fait ressortir de poste d'assainissement problématique avec le seuil de criticité déterminé pour l'ensemble du territoire (cotation est  $\geq 50$ ).

Une évaluation sera reconduite une fois les postes des autres systèmes d'assainissement, qui ressortiront critiques de cette étude, auront été traité.

## B.9 Conclusion du bilan annuel sur le système de collecte

### B.9.1 Analyse critique du fonctionnement du système de collecte et du dispositif d'autosurveillance

Concernant la problématique d'eaux claires parasites permanentes, il n'y a pas de forte présence d'eaux claires dans le réseau en amont du DO Charles de Gaulle, hormis une source de l'ordre de 0,03 l/s. Dans le secteur d'Epône (Elisabethville), une réhabilitation des collecteurs est nécessaires.

Certains collecteurs traversent les périmètres de protection rapprochés de forages et doivent faire l'objet d'une surveillance renforcée de leur étanchéité. Il est préconisé une ITV annuel.

Concernant la problématique d'eaux claires parasites météoriques, la commune de d'Epône (Elisabethville) présente 5330 m2 de surface active mal raccordée.

Le poste Christine est impacté en temps de pluie en raison d'une connexion qui existe entre le poste et le réseau pluvial.

Concernant les rejets vers le milieu récepteur, ils sont localisés sur 2 ouvrages de déversement qui se situent au droit du champ captant d'eau potable sur la commune d'Aubergenville dont leurs déversements est très limités.

Sur ces déversoirs d'orage, il n'y a aucun déversement par temps sec. L'ensemble de ces déversements ont lieu par temps de pluie.

Des aménagements ont été proposés et une validation est en cours.

#### Travaux :

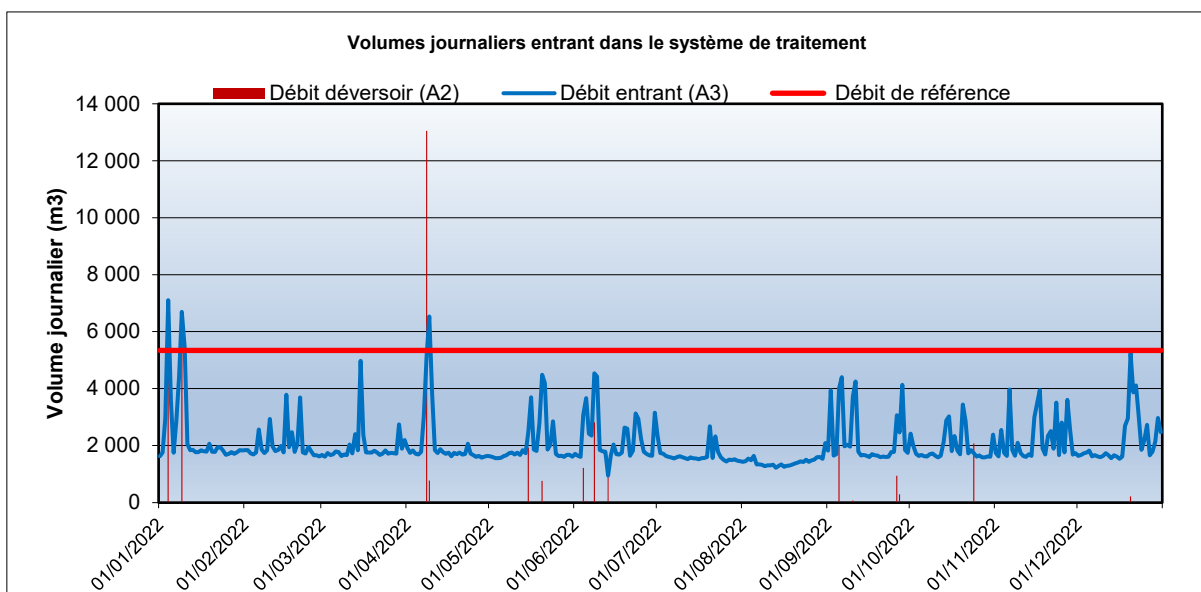
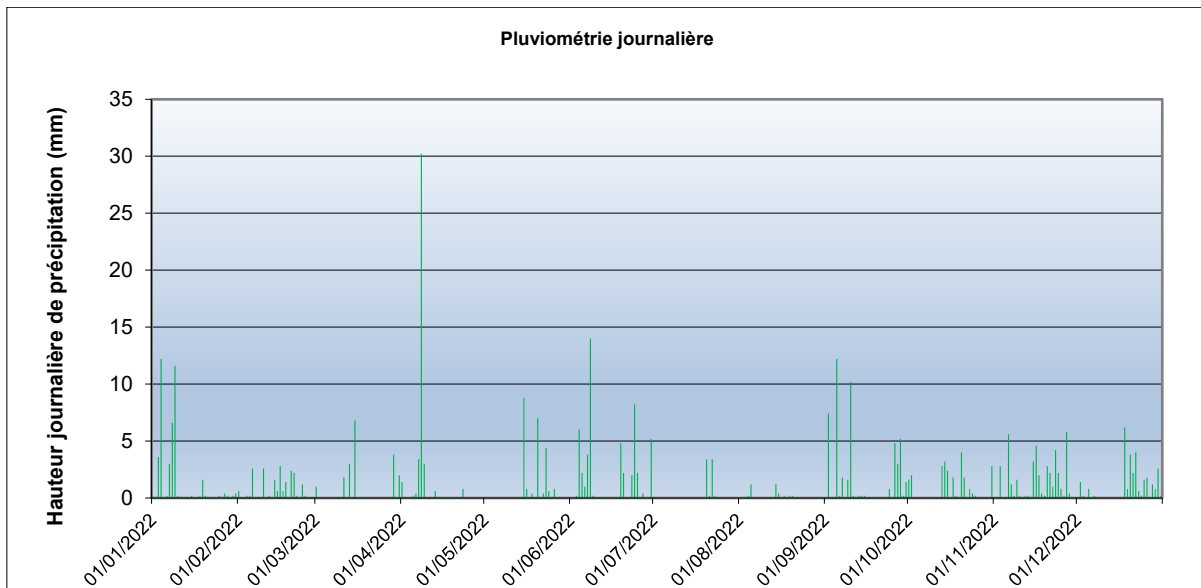
- rue des Moissonneurs, suite à une ITV, le réseau s'est avéré en mauvais état. Il a donc été réhabilité.



# C | Bilan annuel sur le système de traitement

## C.1 Bilan sur les volumes d'eau

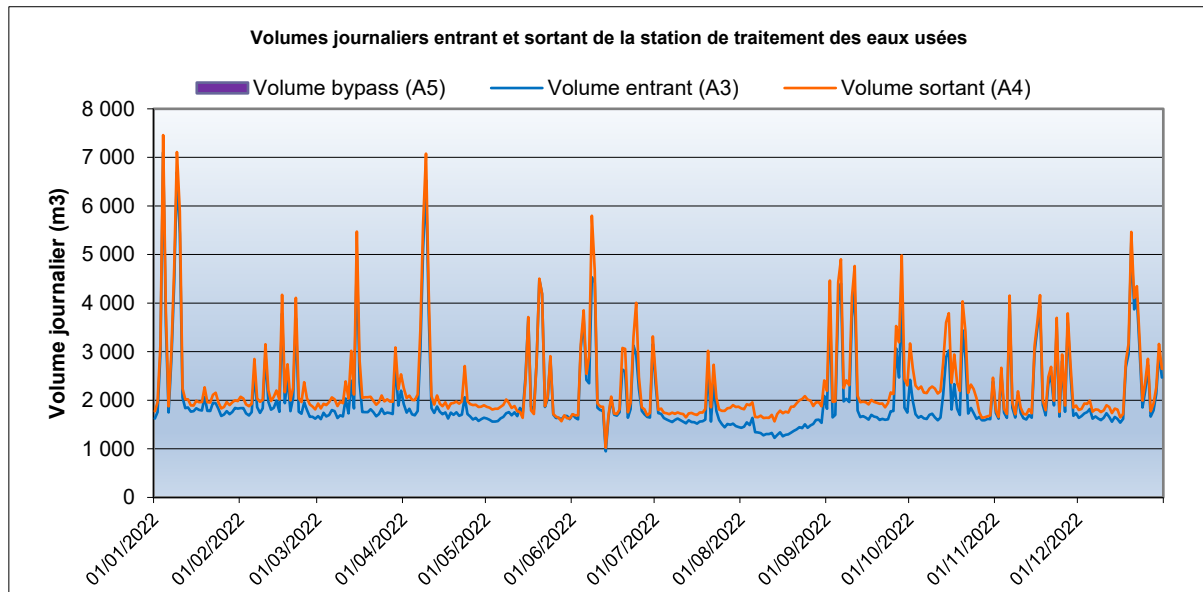
### C.1.1 Pluviométrie et volume entrant dans le système de traitement



NB : Le débit de référence indiqué est celui défini par le service de Police de l'Eau dans son courrier de conformité 2021 ; à défaut, c'est celui figurant dans l'autorisation de rejet de la station en vigueur l'année du présent bilan.



### C.1.2 Volumes entrant et sortant de la station de traitement des eaux usées



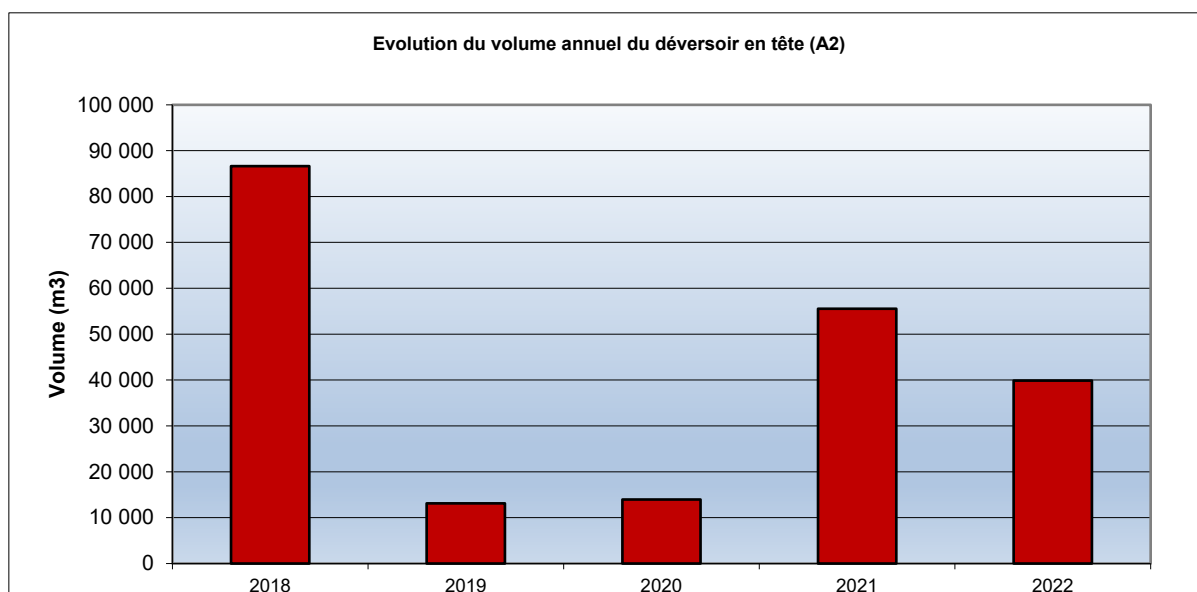
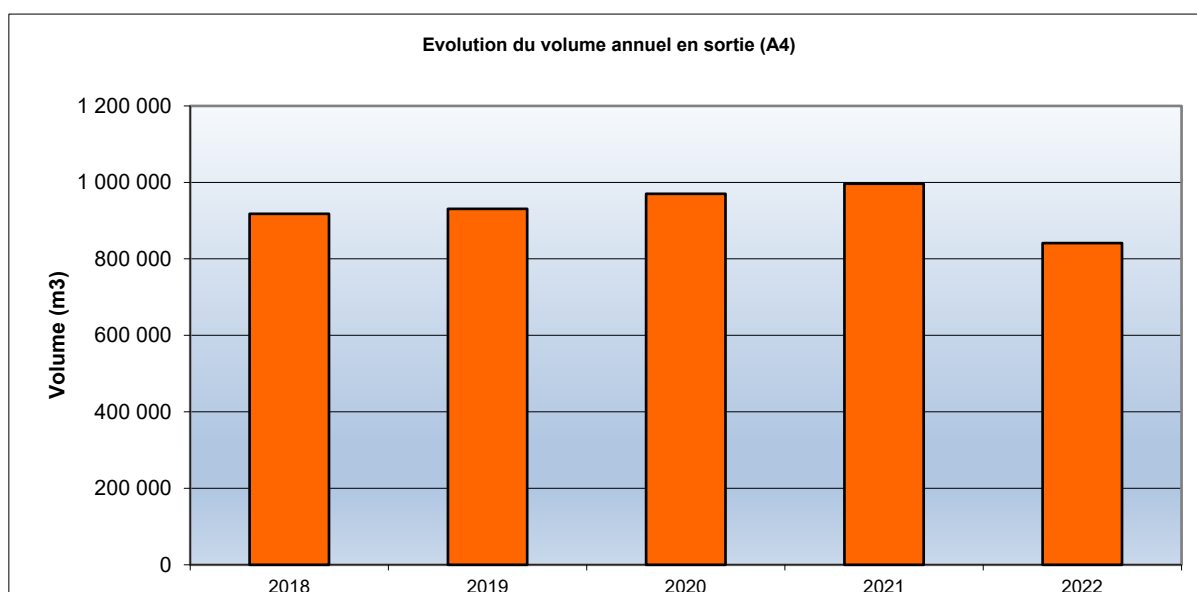
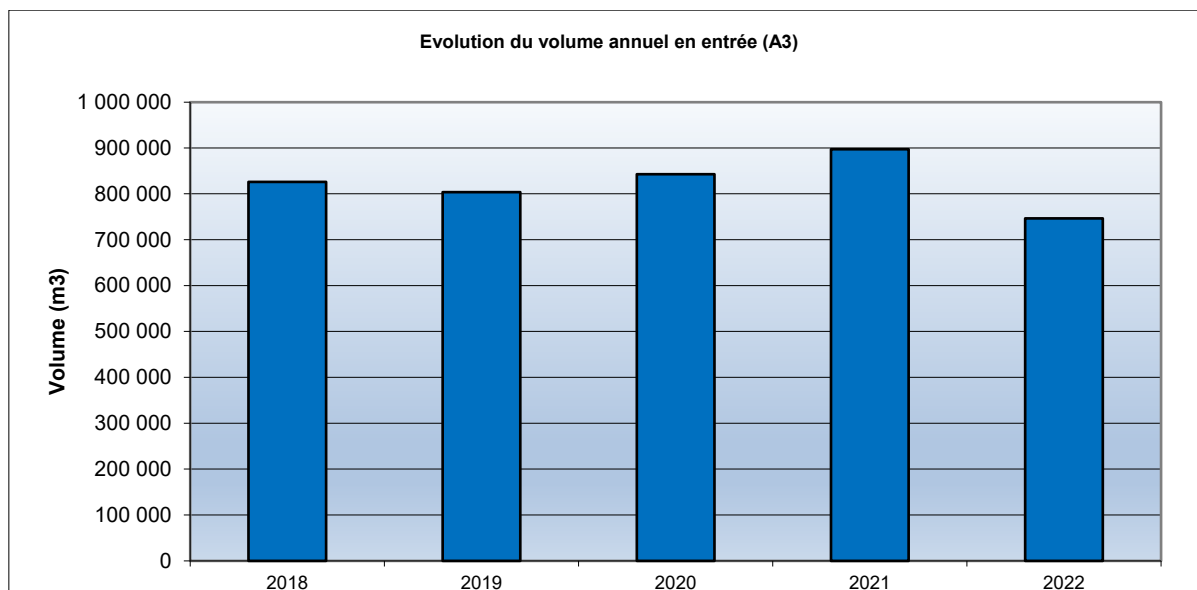
### C.1.3 Evolution des volumes annuels entrant et sortant

Année	Volume entrant A3 (m³)	Volume sortant A4 (m³)	Volume déversoir A2 (m³)	Volume bypass A5 (m³)	Nb de jours de déversement en A2	Nb de jours de déversement en A5
2018	825 949	917 722	86 608	-	25	-
2019	803 577	930 828	13 101	-	13	-
2020	842 576	969 873	13 955	-	16	-
2021	896 993	996 586	55 533	-	32	-
2022	746 350	841 235	39 876	-	16	-

Le point A5 a été requalifié en point A2 en 2018.

Les déversements en A2 peuvent avoir lieu :

- En tête de station (amont dégrillage)
- En surverse du Bassin d'orage



## C.2 Bilan sur la pollution traitée et rejetée

Ces tableaux présentent les principales données statistiques utiles à l'appréciation du fonctionnement du système de traitement.

Pour mémoire, les points de mesures réglementaires des volumes et charges polluantes sont codifiés :

- A2 : déversoir en tête de station
- A3 : entrée station
- A4 : sortie station
- A5 : by-pass au cours de traitement
- A7 : apports extérieurs injectés sur la file eau

**C | Bilan annuel sur le système de traitement**

Mois	Débit moyen journalier en entrée de station (m3/j) (A)	Pluviométrie > 2 mm (P)		Moyenne journalière du total charges mesurées en entrée de station d'épuration - Point A3 (kg/j) (4) (E)								
		Total (mm)	Nb jours	MES	DCO	DBO5	NK	N-NH4	N-NO2	N-NO3	NG	PT
Janvier	2 467	37	5	248	893	409	146	119	0	0	146	14
Février	2 036	13	5	362	984	742	112	102	0	0	112	16
Mars	1 937	16	4	771	1 273	487	222	167	0	6	228	23
Avril	2 117	37	3	617	1 479	684	232	175	0	0	232	24
Mai	2 031	20	3	269	784	619	168		0	0	168	16
Juin	2 251	51	10	1 175	1 692	550	230	181	0	0	231	24
Juillet	1 654	7	2	365	914	364	185	150	0	0	185	17
Août	1 424		0	404	730	276	100	78	0	0	100	10
Septembre	2 267	43	6	452	1 257	600	259	199	0	0	260	25
Octobre	1 945	17	6	661	1 297	579	200	162	0	1	201	18
Novembre	2 239	35	10	287	1 337	552	134	99	0	0	134	13
Décembre	2 186	19	5	924	2 332	1 097	239	178	0	1	240	24
Moyenne (1)	2 044	24	5	545	1 248	578	186	147	0	1	187	19
Mini	1 424	7	0	248	730	276	100	78	0	0	100	10
Maxi	2 467	51	10	1 175	2 332	1 097	259	199	0	6	260	25
Total annuel estimé (2)	746 192	294	59	198 968	455 415	211 117	67 840	53 476	8	344	68 154	6 781

(1) : moyenne arithmétique pondérée par le nombre de jours du mois soit,

$Em = (E1 \cdot 31 + E2 \cdot 28 + E3 \cdot 31 + E4 \cdot 30 + E5 \cdot 31 + E6 \cdot 30 + E7 \cdot 31 + E8 \cdot 31 + E9 \cdot 30 + E10 \cdot 31 + E11 \cdot 30 + E12 \cdot 31) / 365$  (sauf pour les colonnes "rendements" : voir (3))

(2) : total = moyenne x 365

(3) : rendement =  $(1 - S/E) \cdot 100$ , soit  $R1 = (1 - S1/E1) \cdot 100$ , pour la moyenne  $Rm = (1 - Sm/Em) / 100$

(4) : report de la moyenne des tableaux mensuels (calculée sur les seuls flux effectivement mesurés)

**nb : Toutes les données du tableau seront indiquées sans chiffres après la virgule**

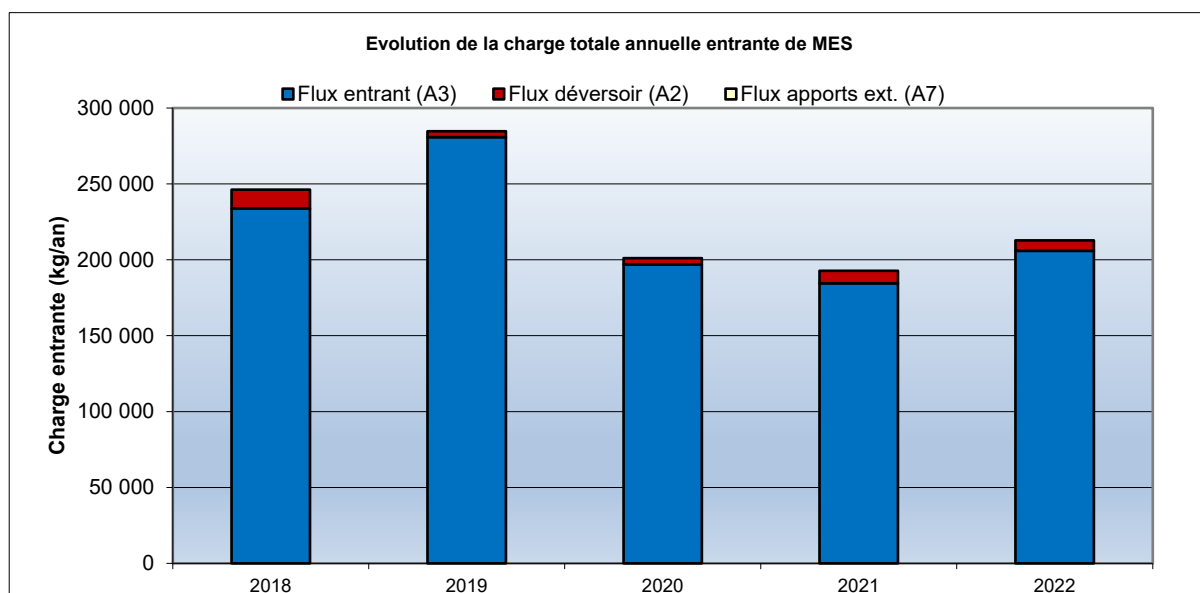
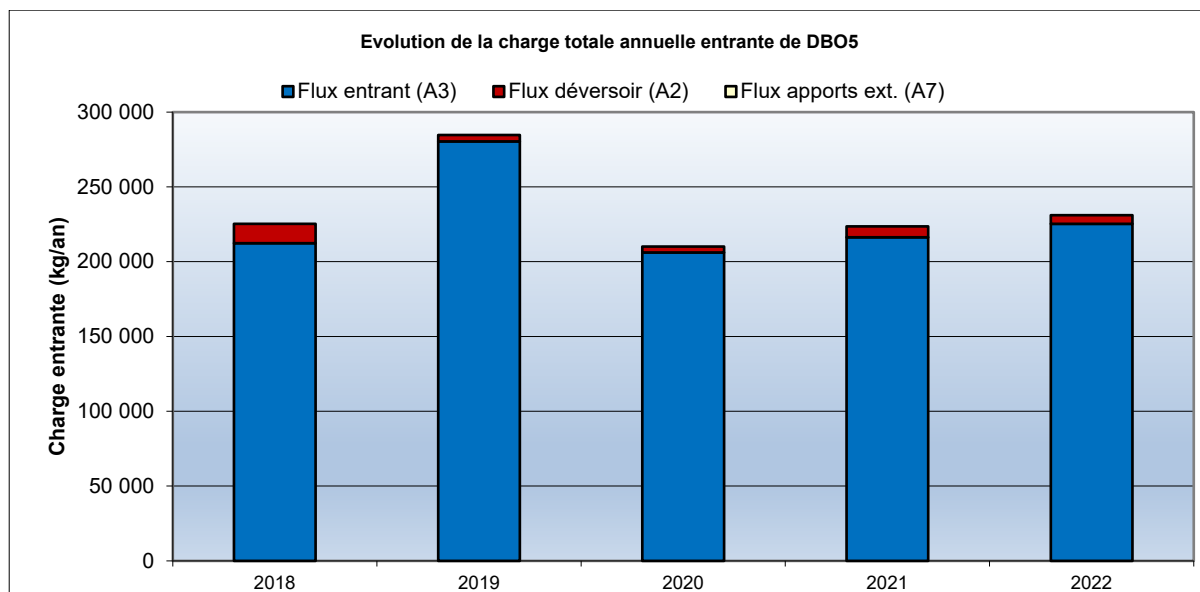
Moyenne journalière du total charges mesurées en sortie de station d'épuration - Point A4 (kg/j) (4) (S)									
Mois	MES	DCO	DBO5	NK	N-NH4	N-NO2	N-NO3	NG	PT
Janvier	6,3	29,1	5,6	0,9	0,7	0,0	12,9	13,9	0,4
Février	7,8	58,6	6,2	4,1	0,8	0,1	9,7	13,8	0,8
Mars	7,0	53,4	5,5	3,6	0,7	0,1	8,2	11,8	0,8
Avril	6,7	55,6	6,0	4,3	0,8	0,1	8,8	13,1	1,9
Mai	3,7	39,6	5,5	1,6	0,7	0,0	7,1	8,8	1,5
Juin	5,1	42,0	5,2	3,1	0,7	0,1	6,9	10,0	0,6
Juillet	6,9	42,7	5,5	3,5	0,7	0,1	6,4	10,0	0,4
Août	25,2	71,4	6,5	5,7	0,6	0,1	6,4	12,2	7,7
Septembre	8,8	62,4	7,2	5,2	0,9	0,7	6,9	12,7	3,3
Octobre	8,4	52,4	7,0	5,6	1,8	0,6	8,1	14,2	5,0
Novembre	5,1	31,5	5,5	2,2	0,7	0,1	9,5	11,7	0,5
Décembre	14,8	64,5	9,1	4,4	1,3	0,2	15,1	19,7	1,9
Moyenne (1)	8,8	50,2	6,2	3,7	0,9	0,2	8,8	12,7	2,1
Mini	3,7	29,1	5,2	0,9	0,6	0,0	6,4	8,8	0,4
Maxi	25,2	71,4	9,1	5,7	1,8	0,7	15,1	19,7	7,7
Total annuel estimé (2)	3 225,5	18 331,9	2 278,1	1 344,7	316,3	58,2	3 221,7	4 617,8	760,8

	Rendements de la station d'épuration (%) (3) (R)					
Mois	MES	DCO	DBO5	NK	NG	PT
Janvier	97,5%	96,7%	98,6%	99,4%	90,5%	97,0%
Février	97,8%	94,0%	99,2%	96,3%	87,7%	95,2%
Mars	99,1%	95,8%	98,9%	98,4%	94,8%	96,5%
Avril	98,9%	96,2%	99,1%	98,2%	94,4%	91,8%
Mai	98,6%	94,9%	99,1%	99,0%	94,8%	90,8%
Juin	99,6%	97,5%	99,1%	98,6%	95,7%	97,5%
Juillet	98,1%	95,3%	98,5%	98,1%	94,6%	97,7%
Août	93,8%	90,2%	97,7%	94,2%	87,8%	22,8%
Septembre	98,0%	95,0%	98,8%	98,0%	95,1%	87,0%
Octobre	98,7%	96,0%	98,8%	97,2%	92,9%	72,4%
Novembre	98,2%	97,6%	99,0%	98,4%	91,3%	96,0%
Décembre	98,4%	97,2%	99,2%	98,2%	91,8%	91,7%
Moyenne (1)	98,4%	96,0%	98,9%	98,0%	93,2%	88,8%
Mini	93,8%	90,2%	97,7%	94,2%	87,7%	22,8%
Maxi	99,6%	97,6%	99,2%	99,4%	95,7%	97,7%

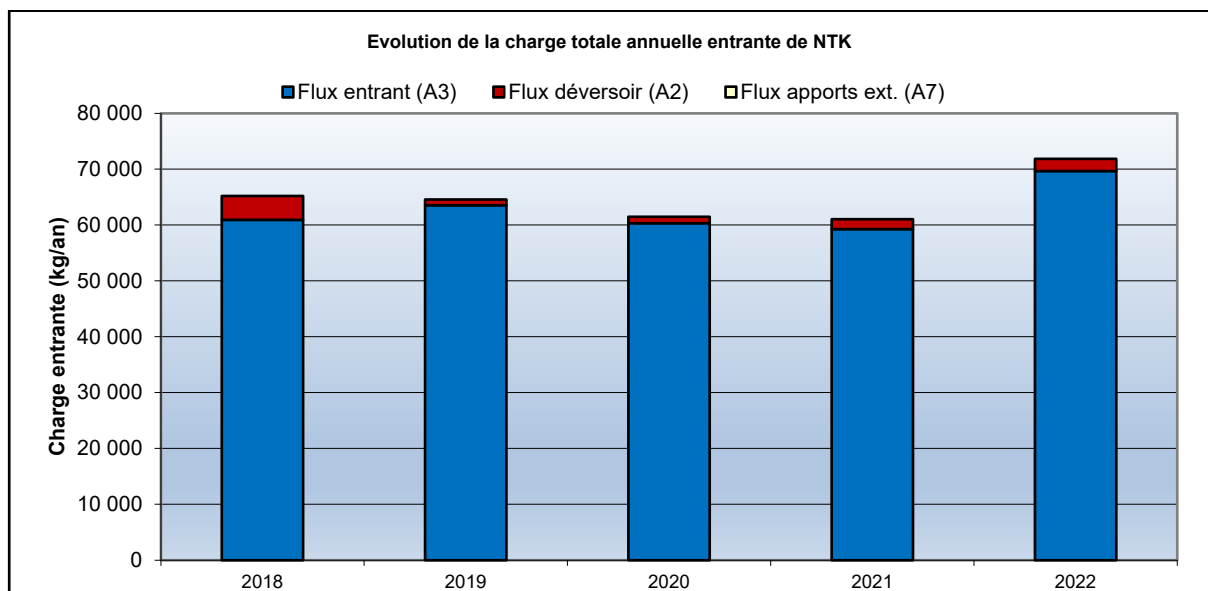
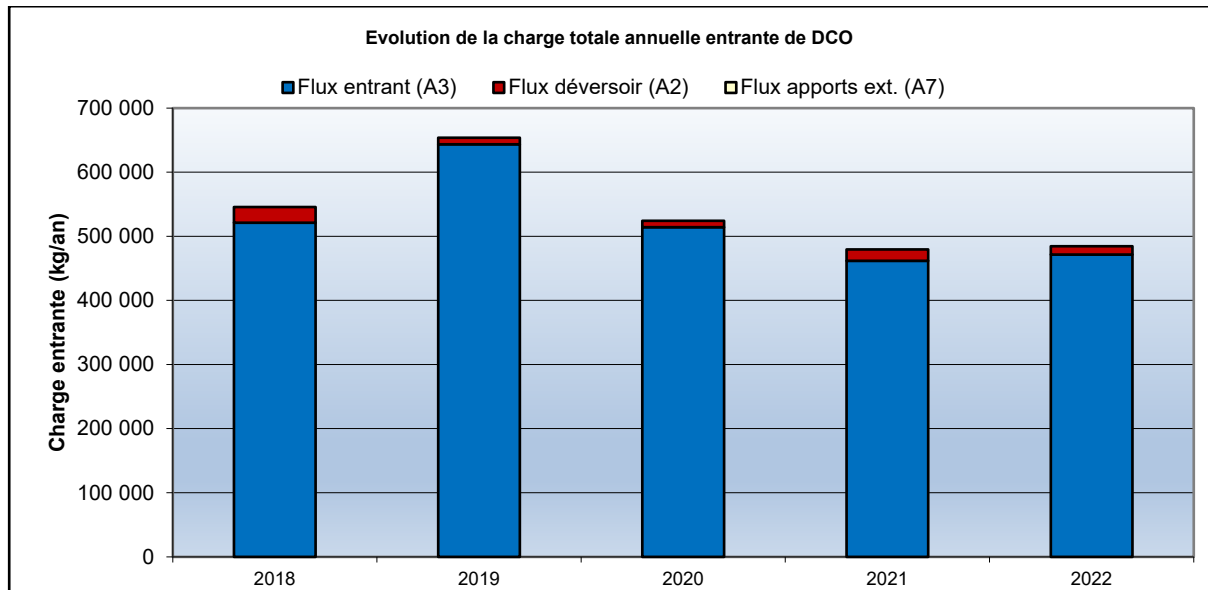
### C.2.1 Evolutions des charges totales annuelles entrantes

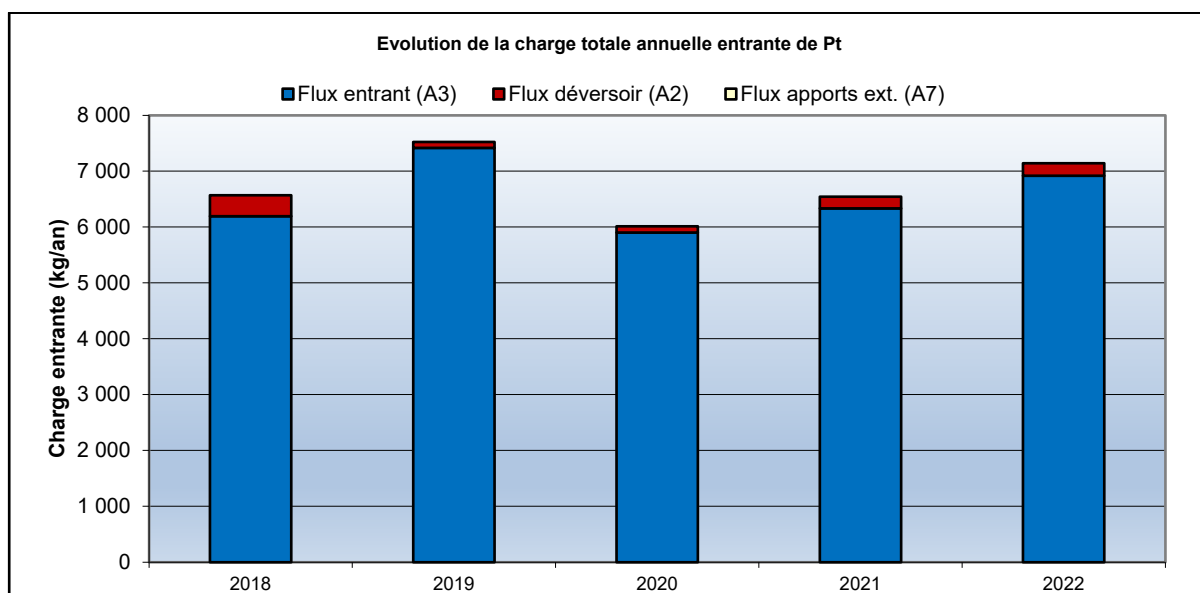
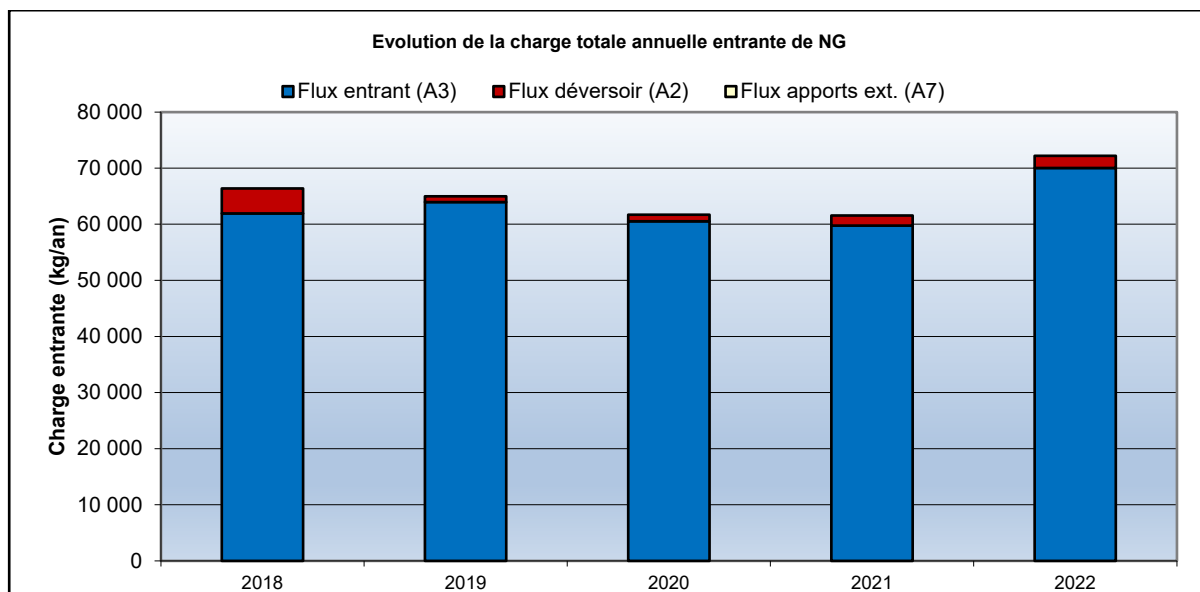
Les données de charge annuelle pour les valeurs des colonnes « flux entrant A3 » sont calculées à partir des flux et de la manière suivante : somme des flux / nb de bilans faits dans l'année \* 365

Pour calculer la somme des flux annuels en A2 et A7 : la somme des valeurs de flux est sommée (le calcul du flux en A2 et en A7 se fait seulement si une valeur de débit et de concentration est renseignée).



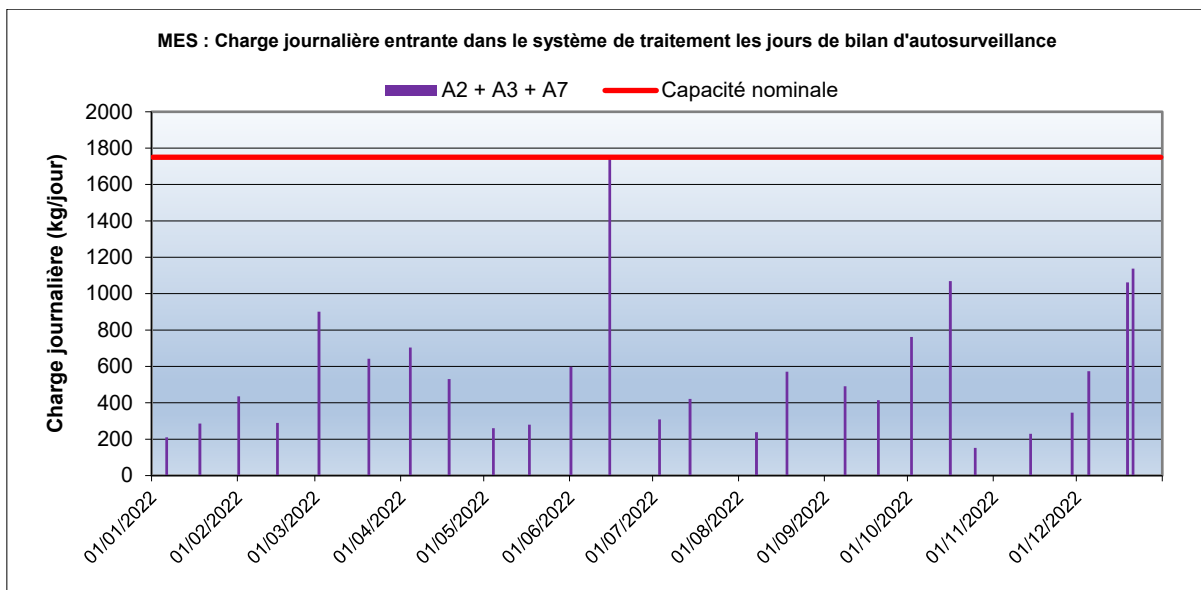
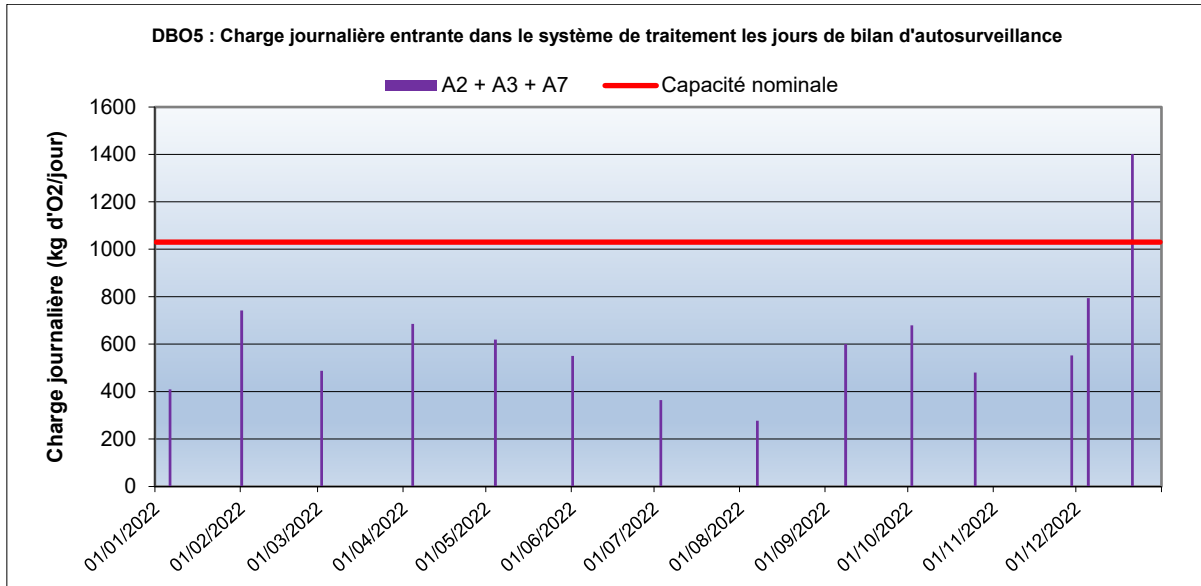


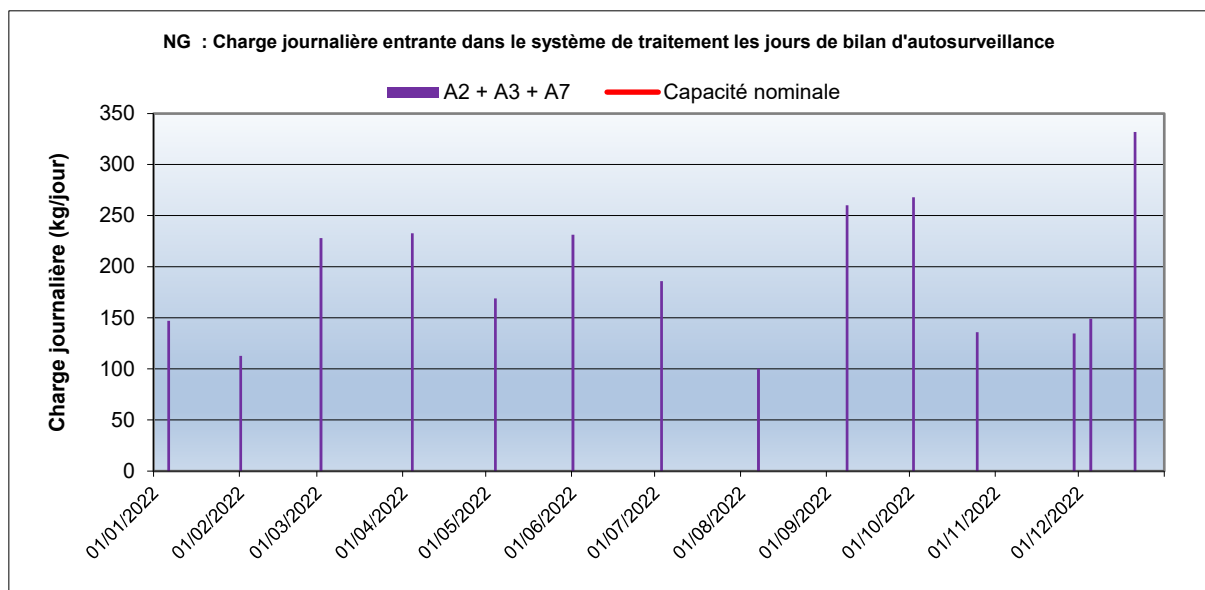
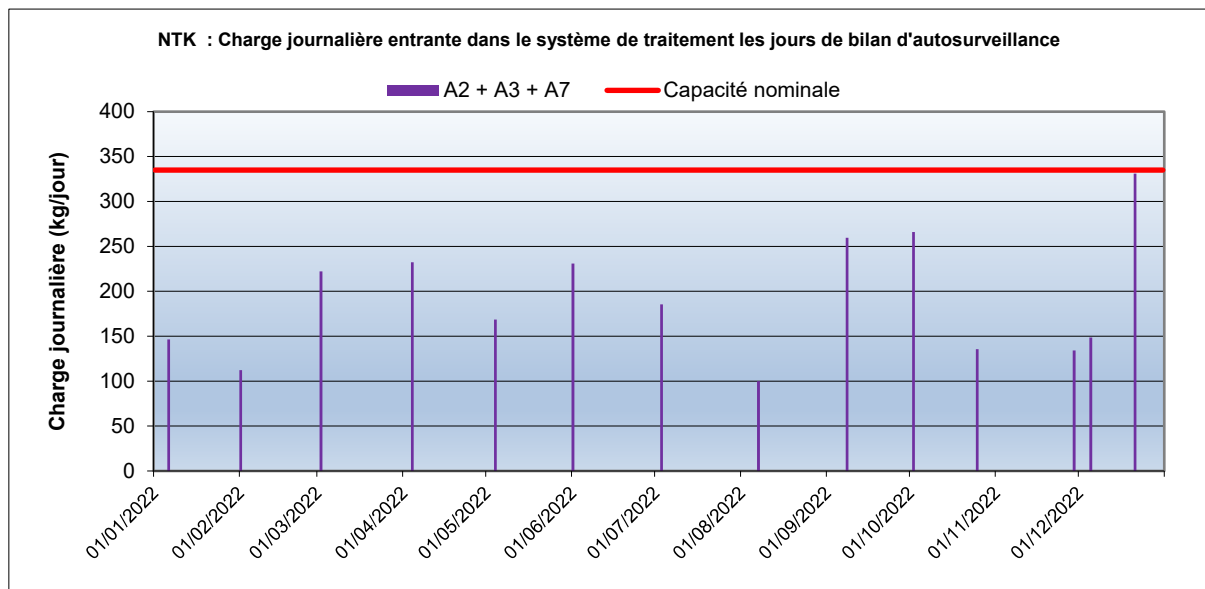
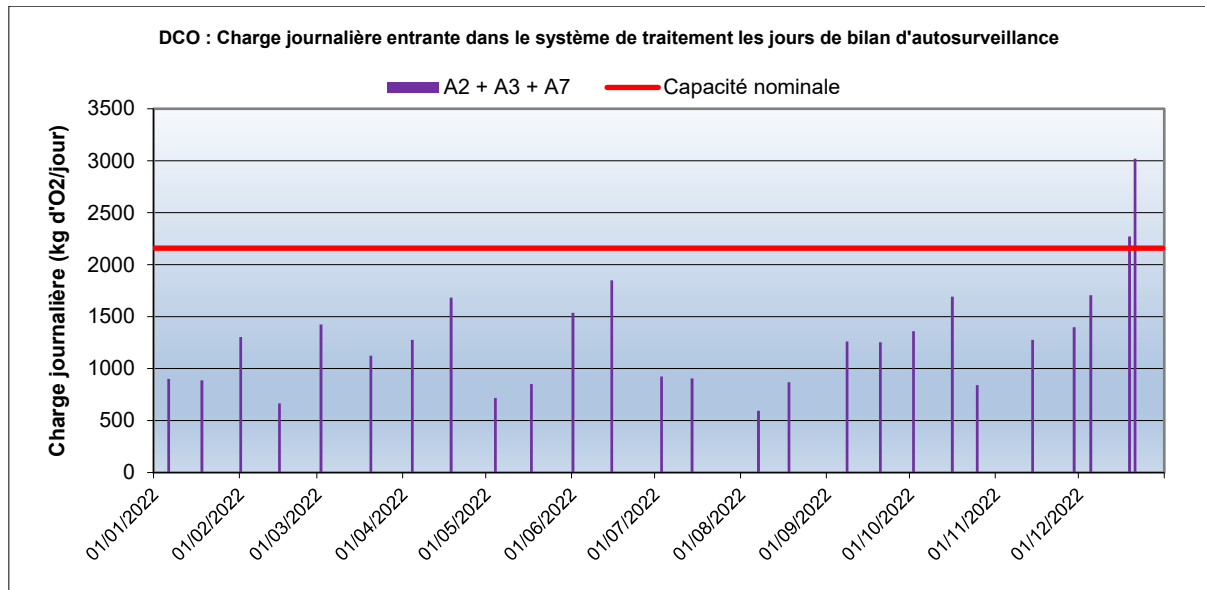


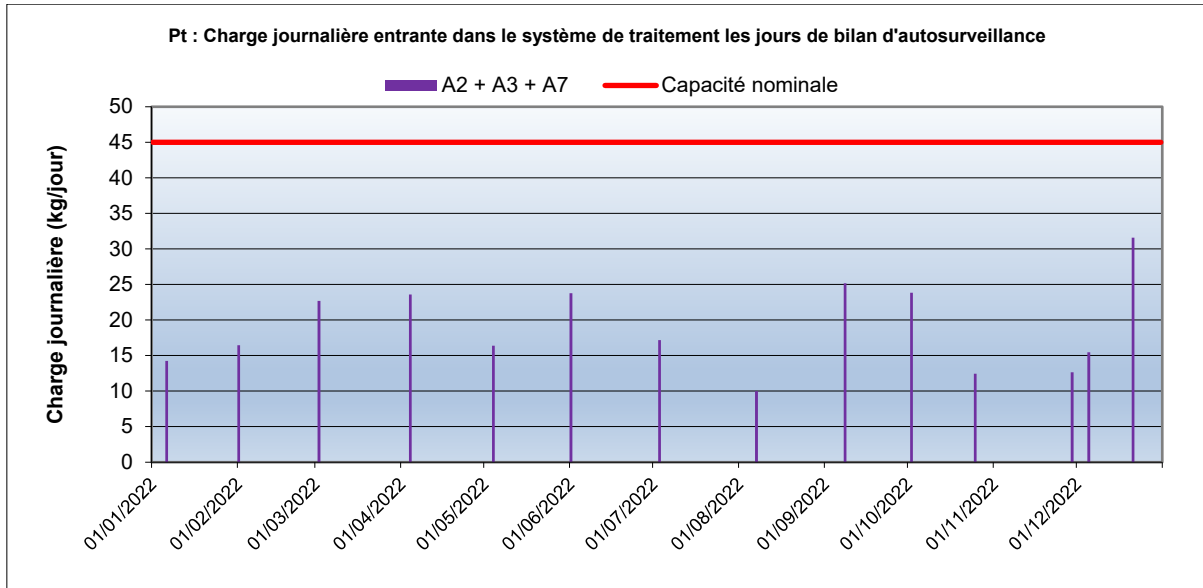


### C.2.2 Pollution entrant dans le système de traitement

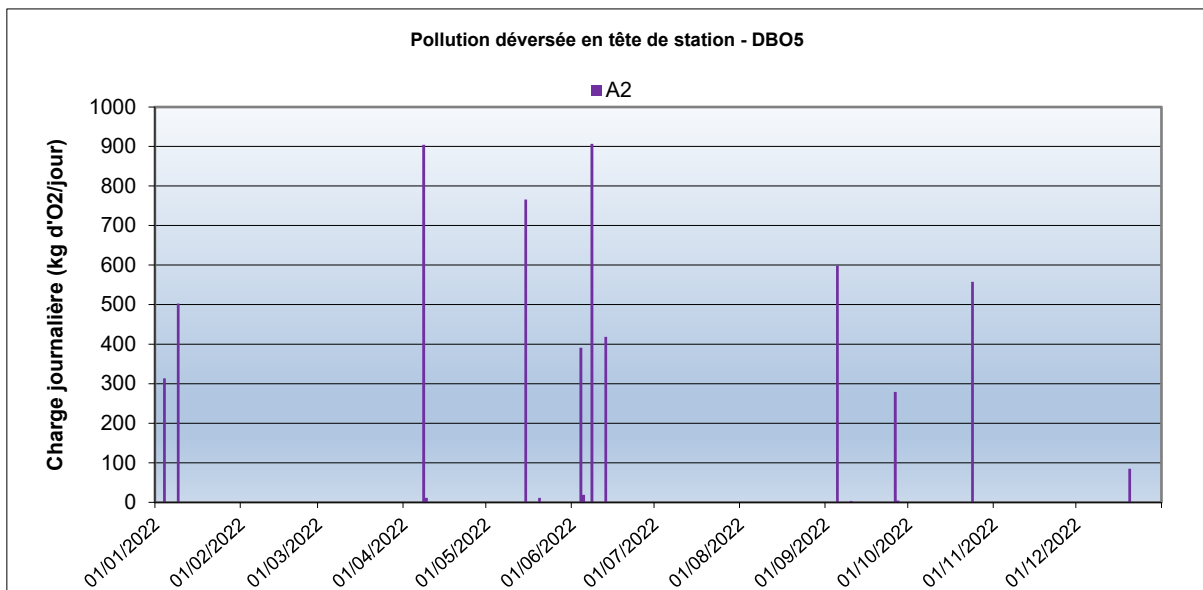
Les jours de mesure sont les jours où un bilan a été réalisé sur le point « Entrée station A3 ».

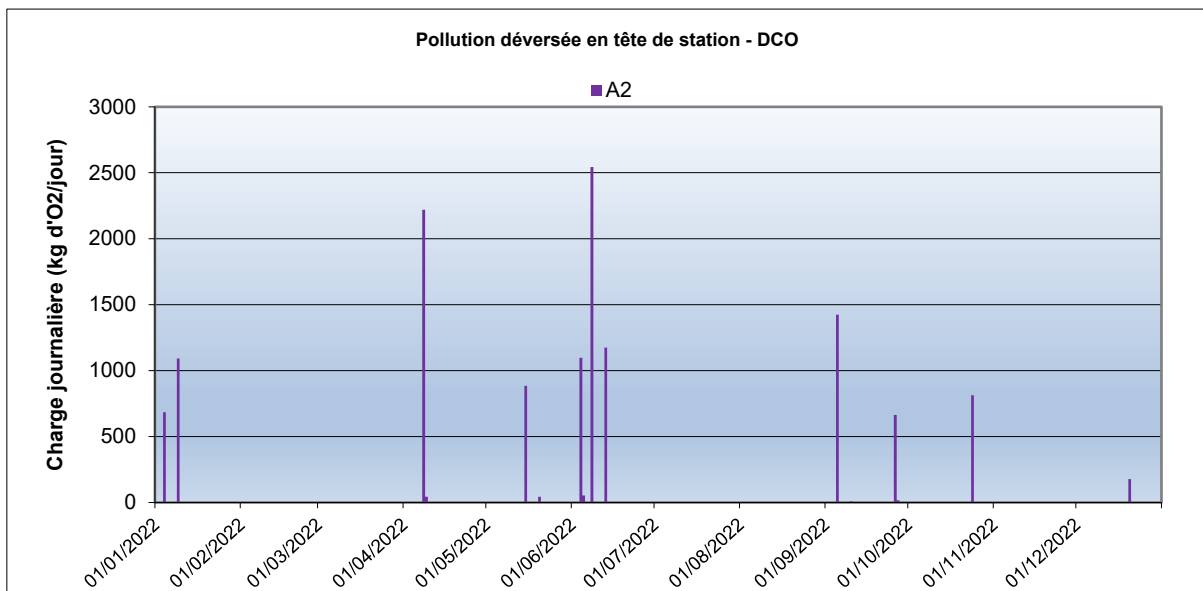
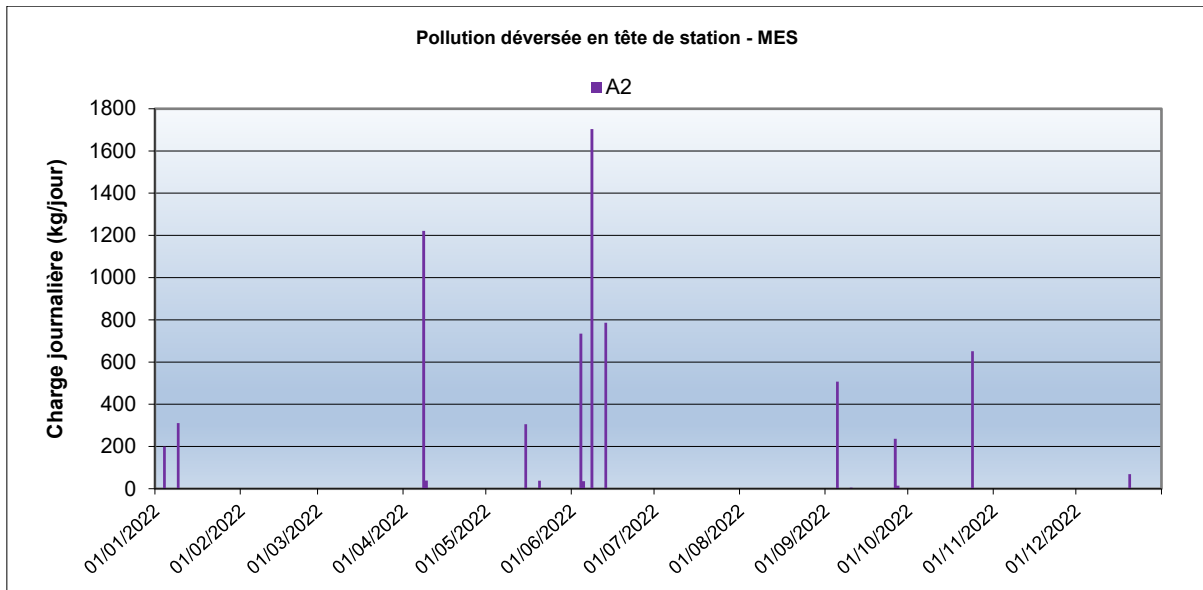






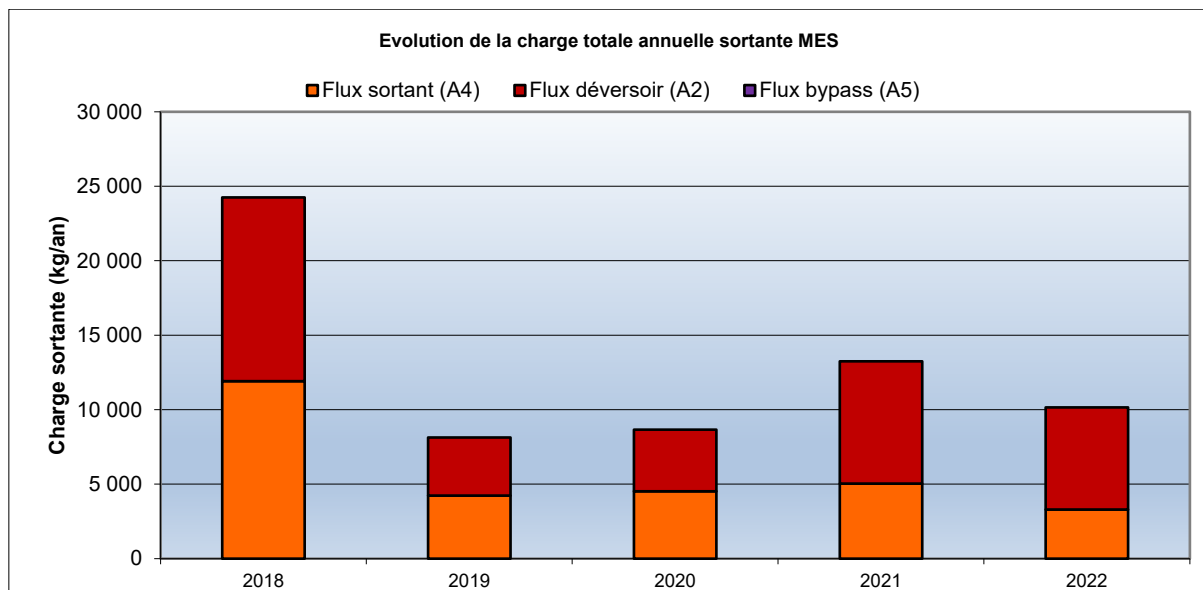
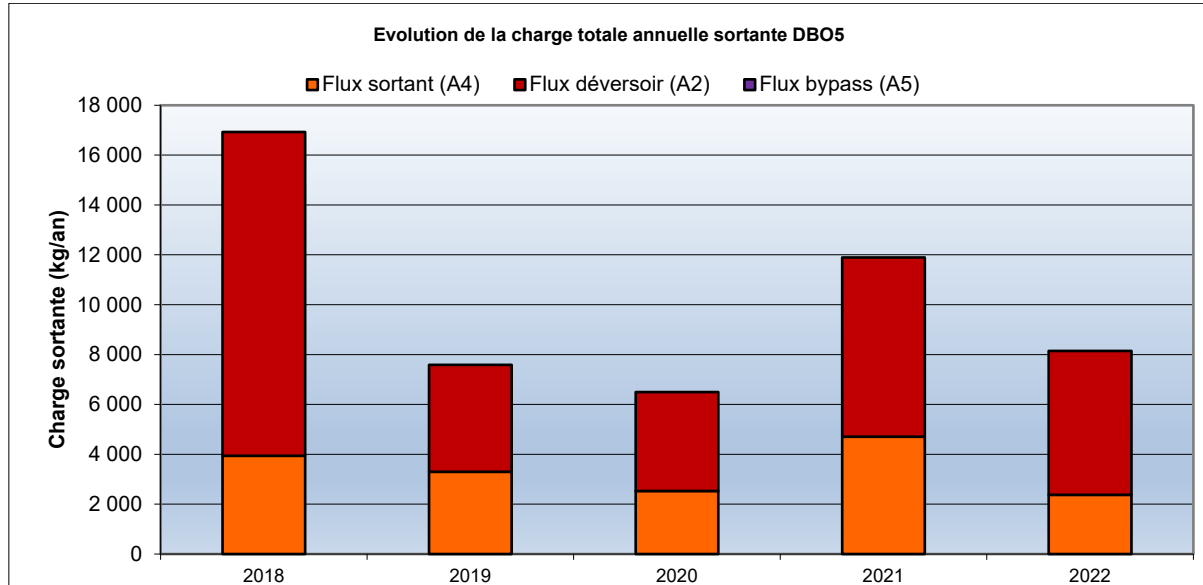
### C.2.3 Pollution déversée en tête de station



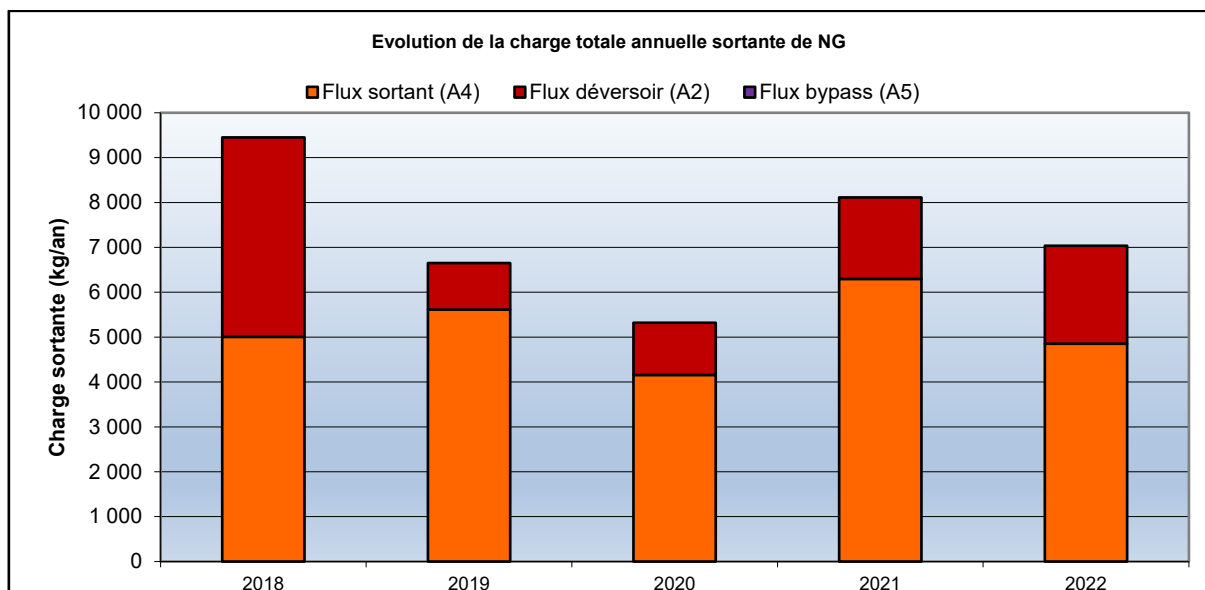
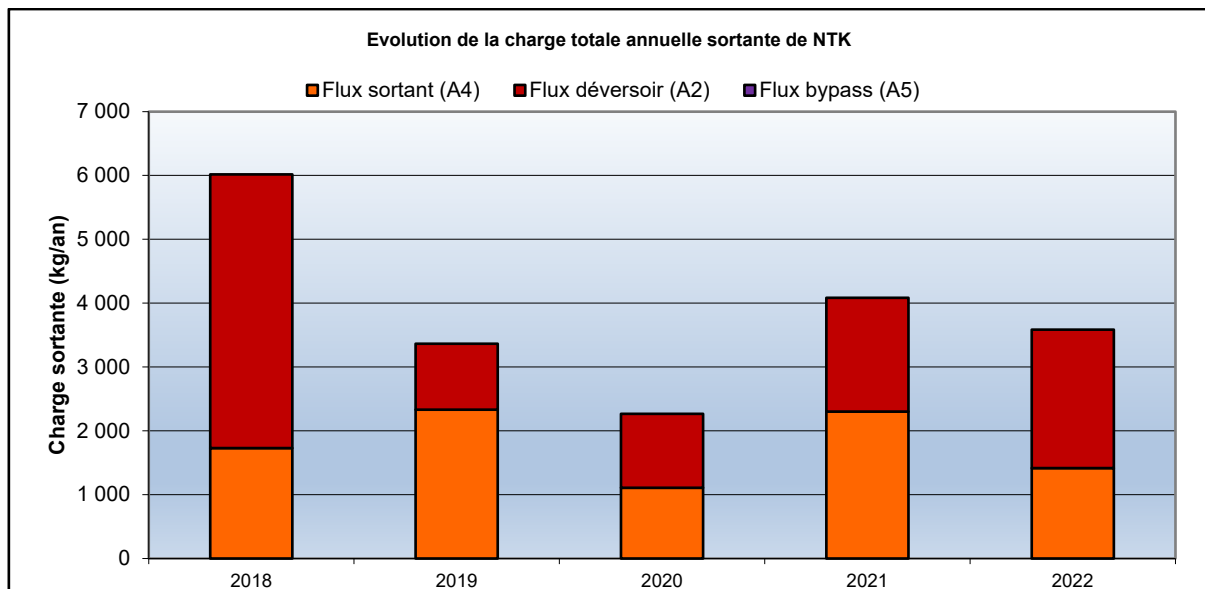
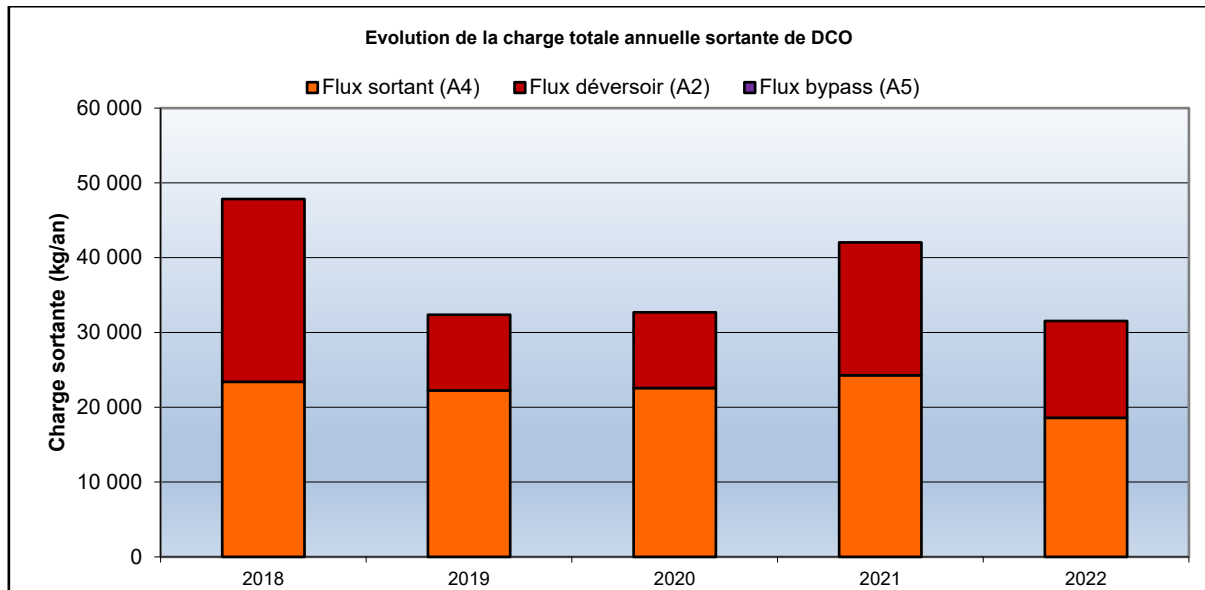


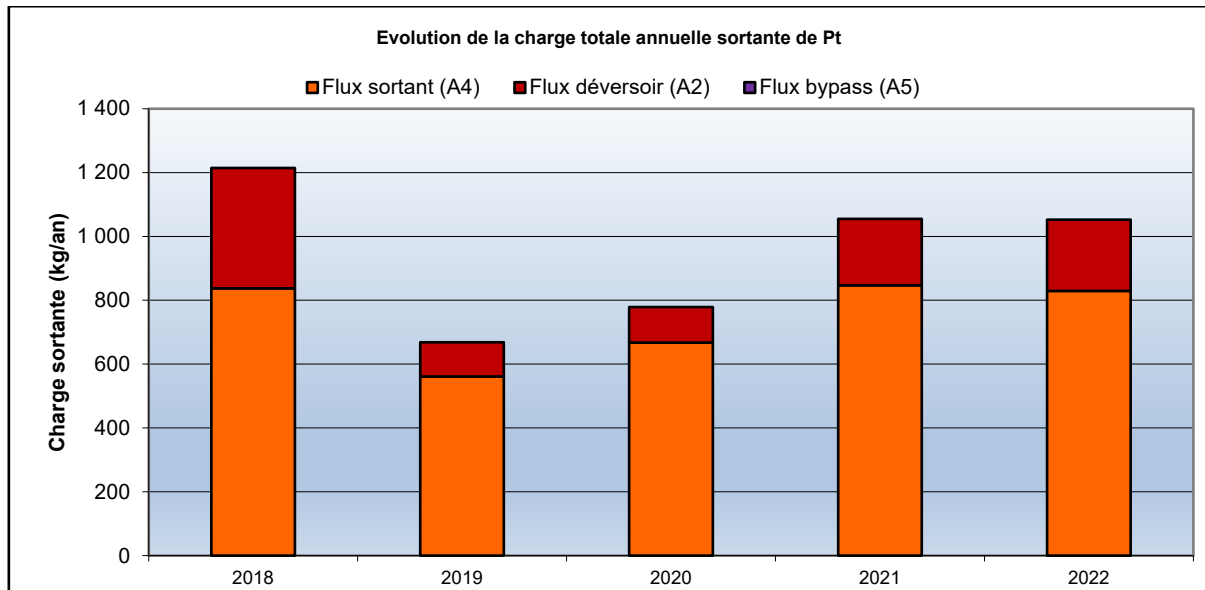
### C.2.4 Evolution des charges sortantes totales annuelles

Les données de charge annuelle pour les valeurs des colonnes « flux sortant A4 » sont calculées à partir des flux et de la manière suivante : Somme des flux / nb de bilans faits dans l'année \* 365  
 Pour calculer la somme des flux annuels en A2 et A5 : la somme des valeurs de flux est sommée (le calcul du flux en A2 et en A5 se fait seulement si une valeur de débit et de concentration est renseignée).



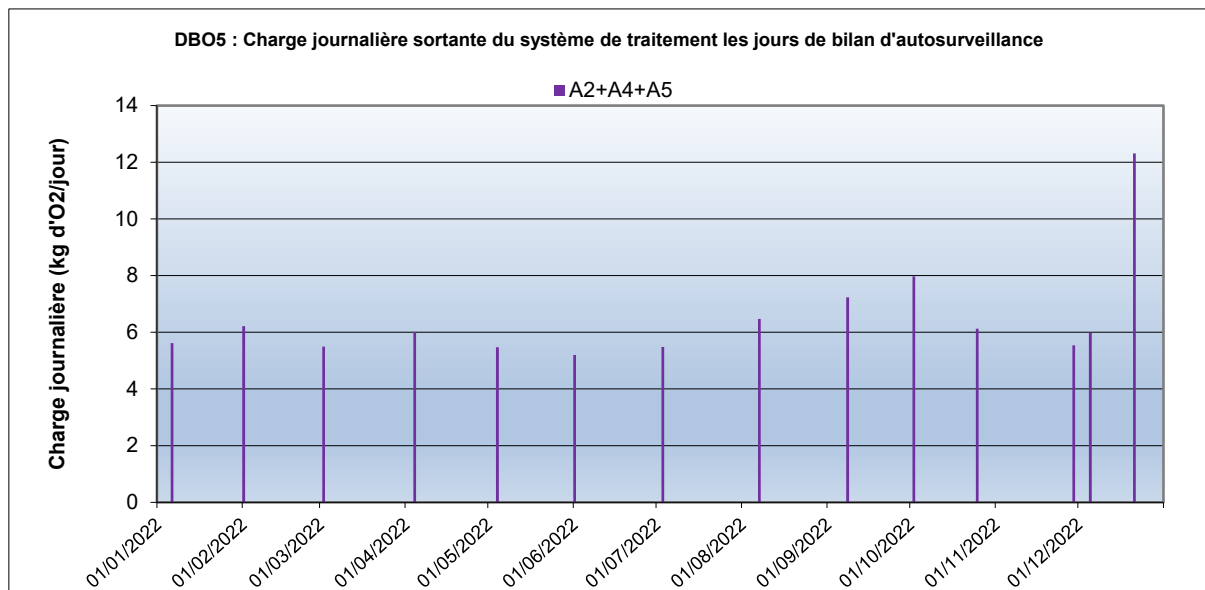


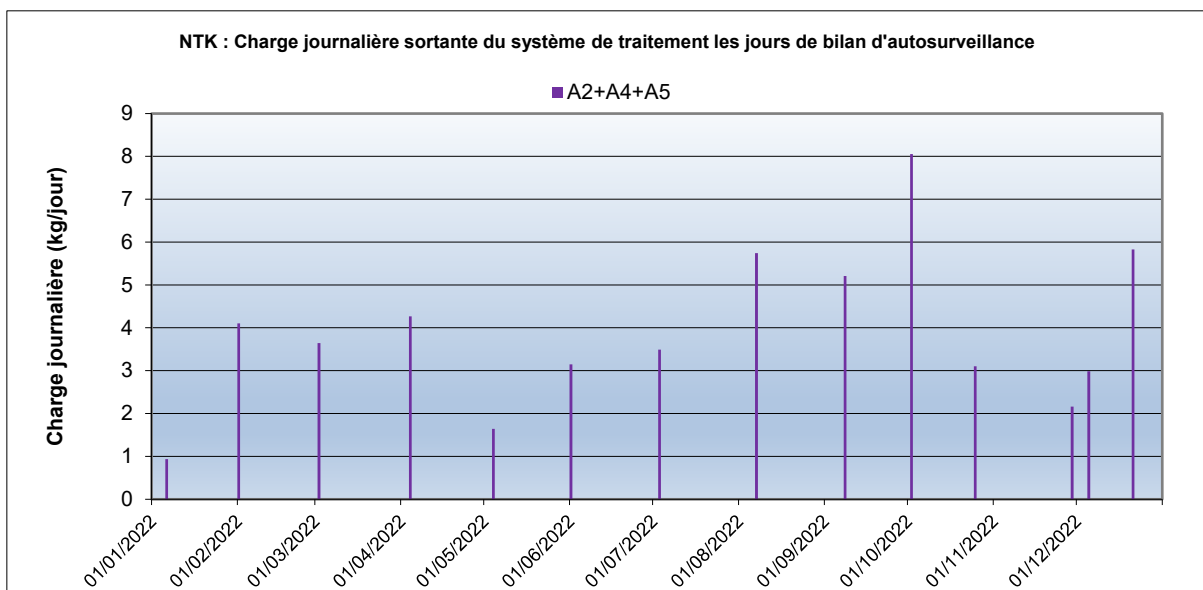
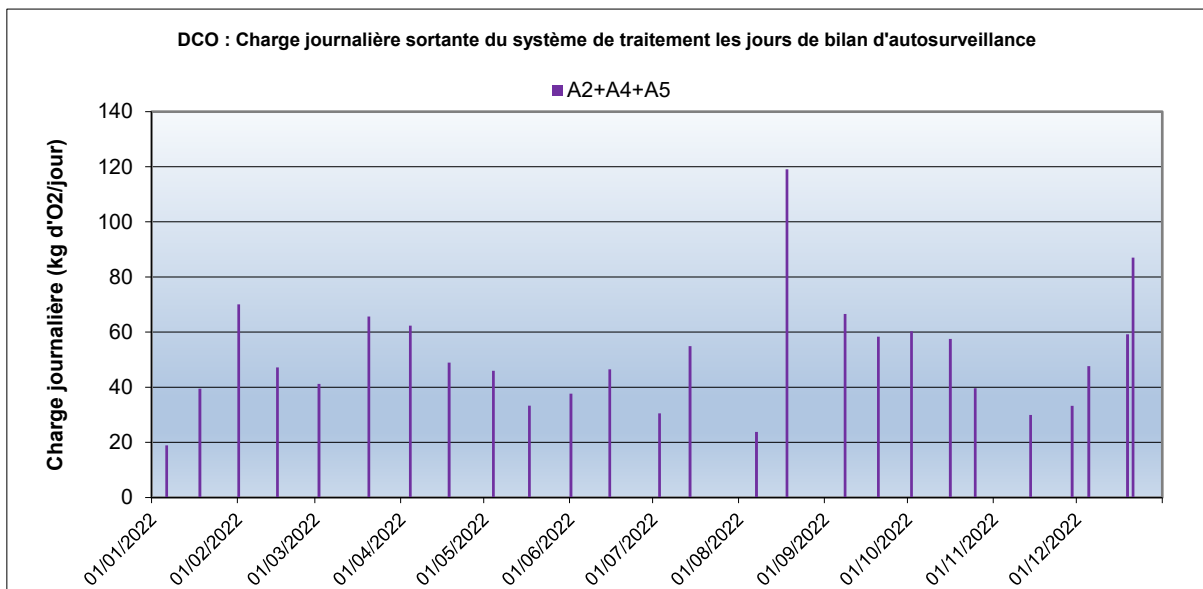
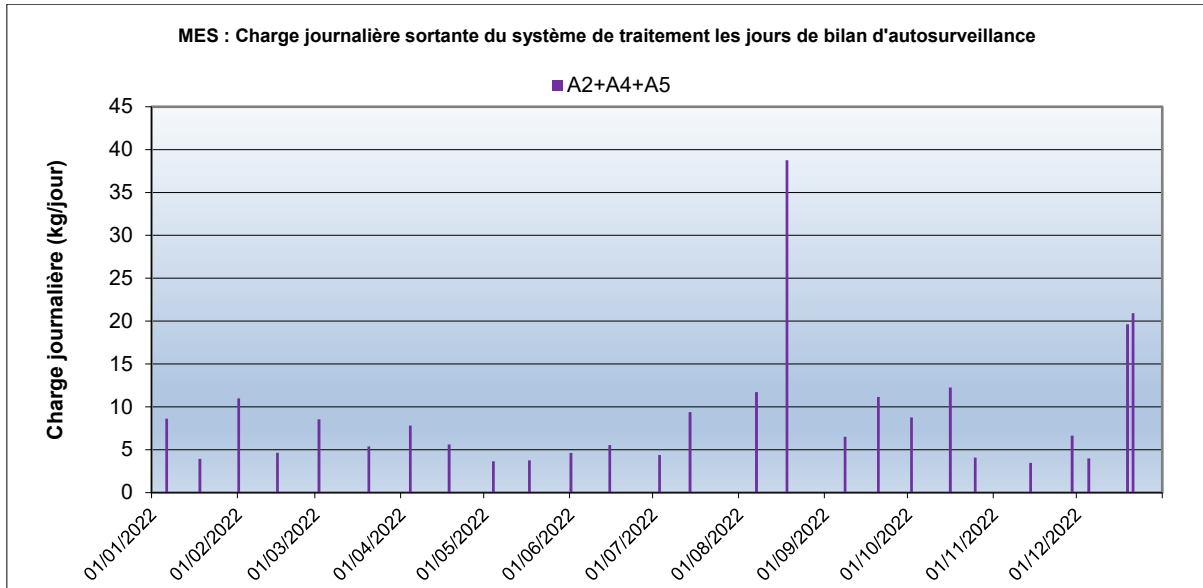


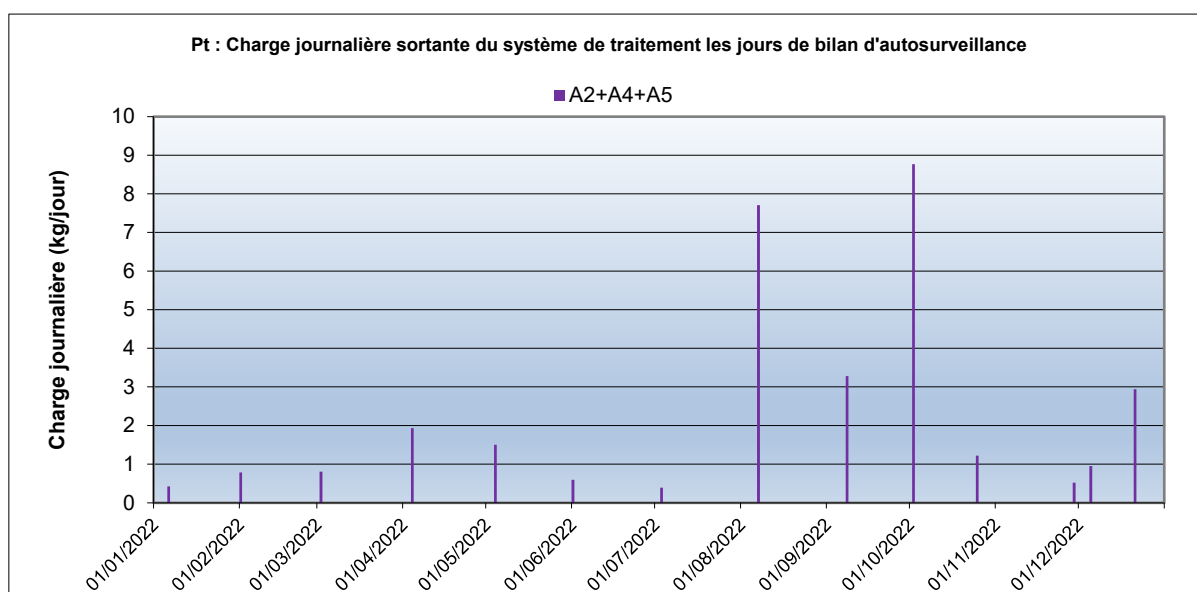
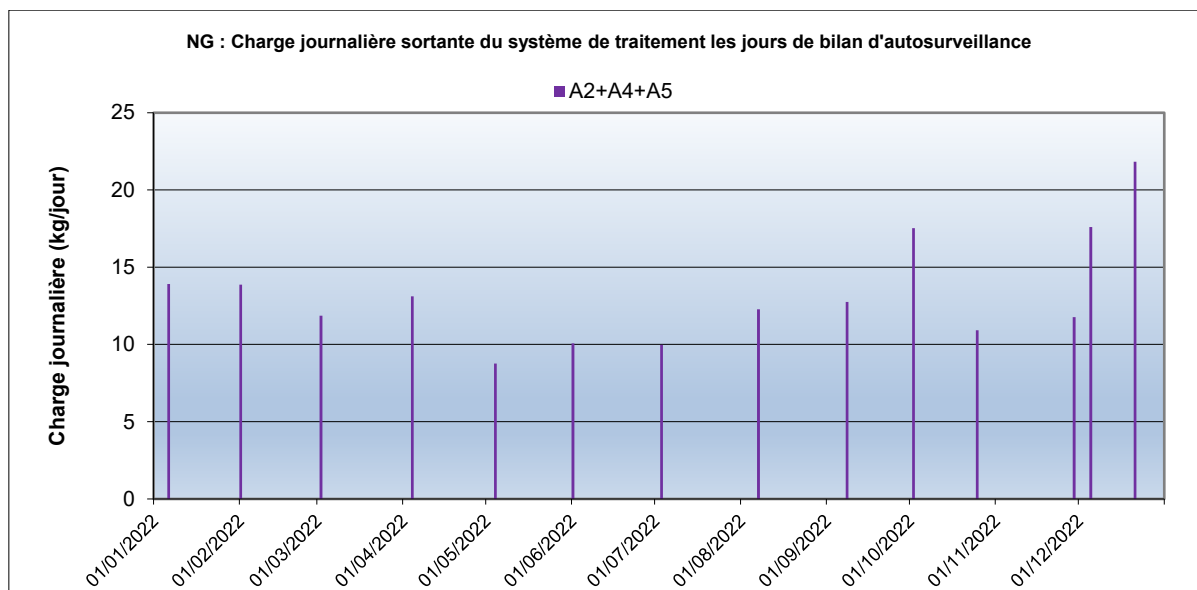


### C.2.5 Pollution sortant du système de traitement

Les jours de mesure sont les jours où un bilan a été réalisé sur le point « sortie station A4 ».

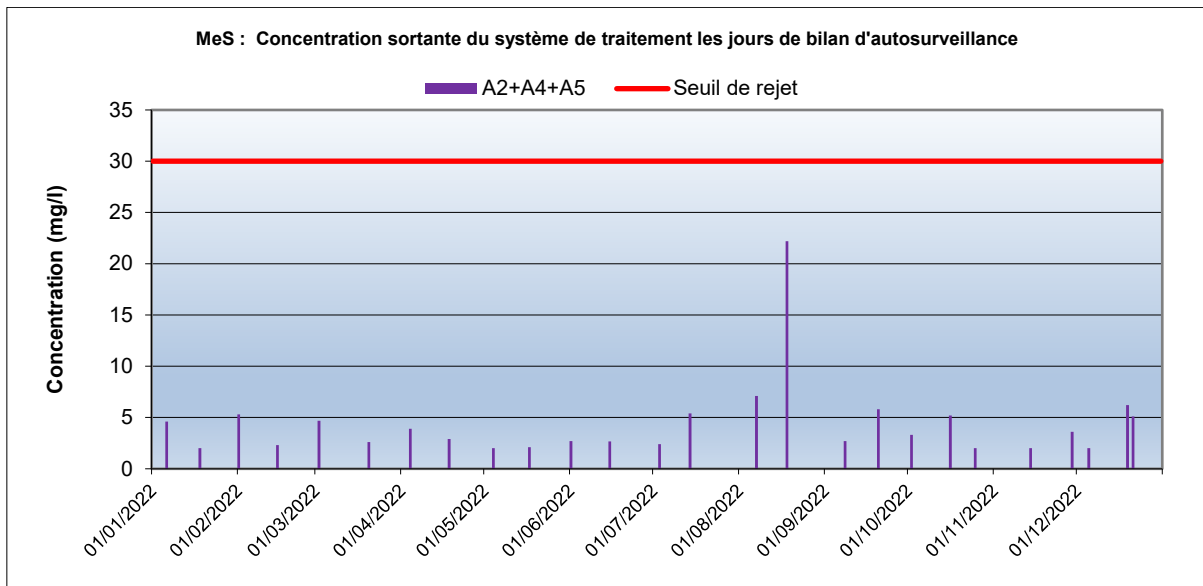
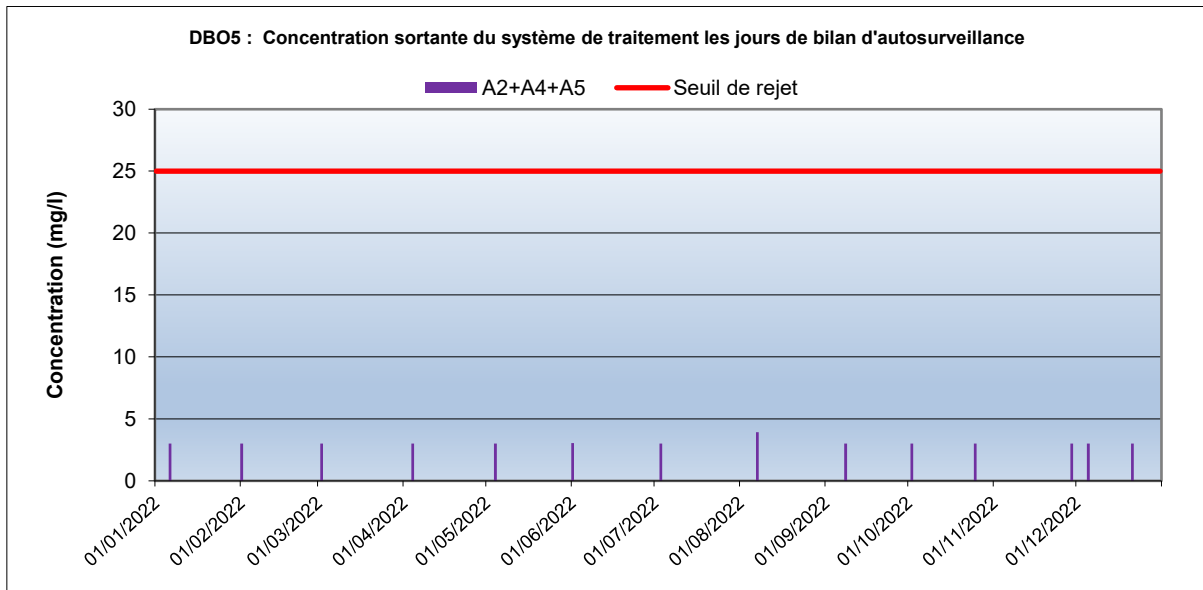


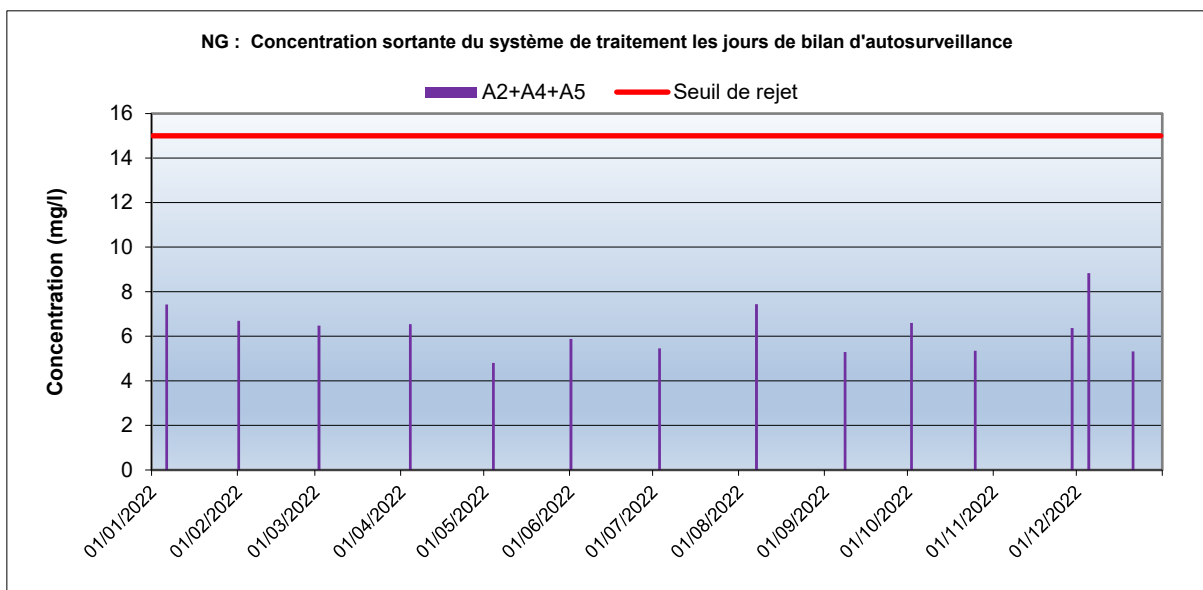
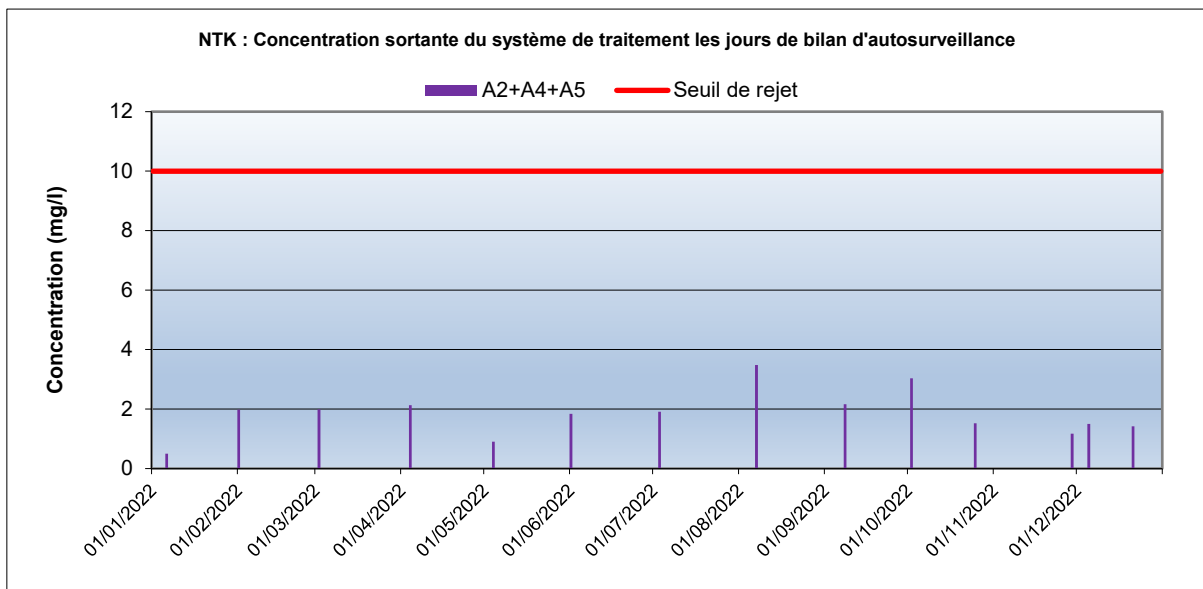
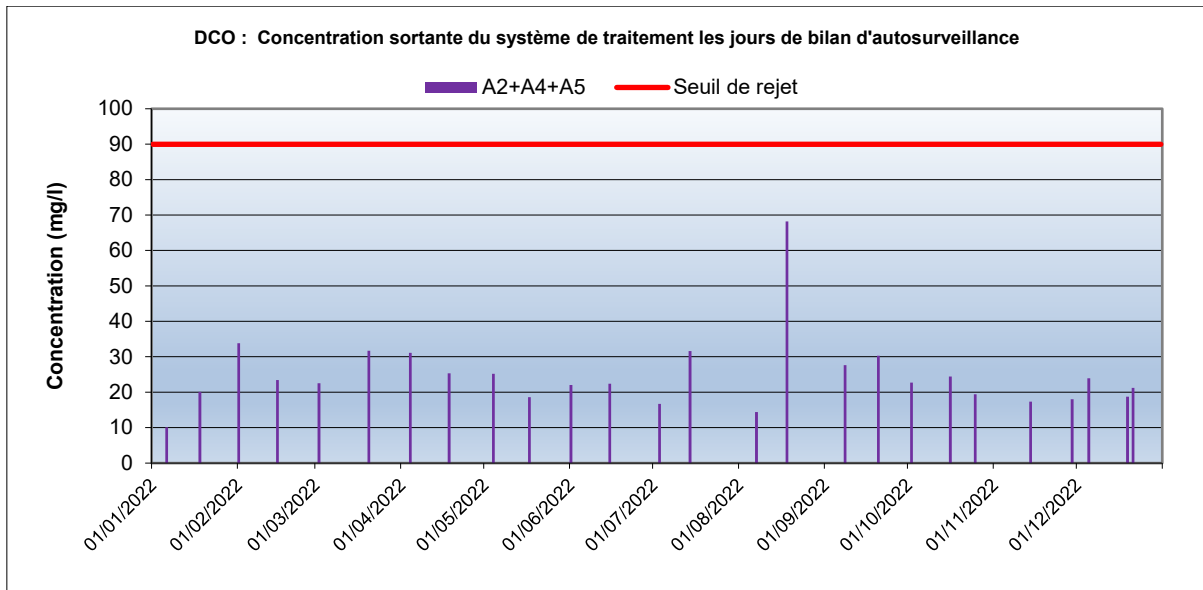


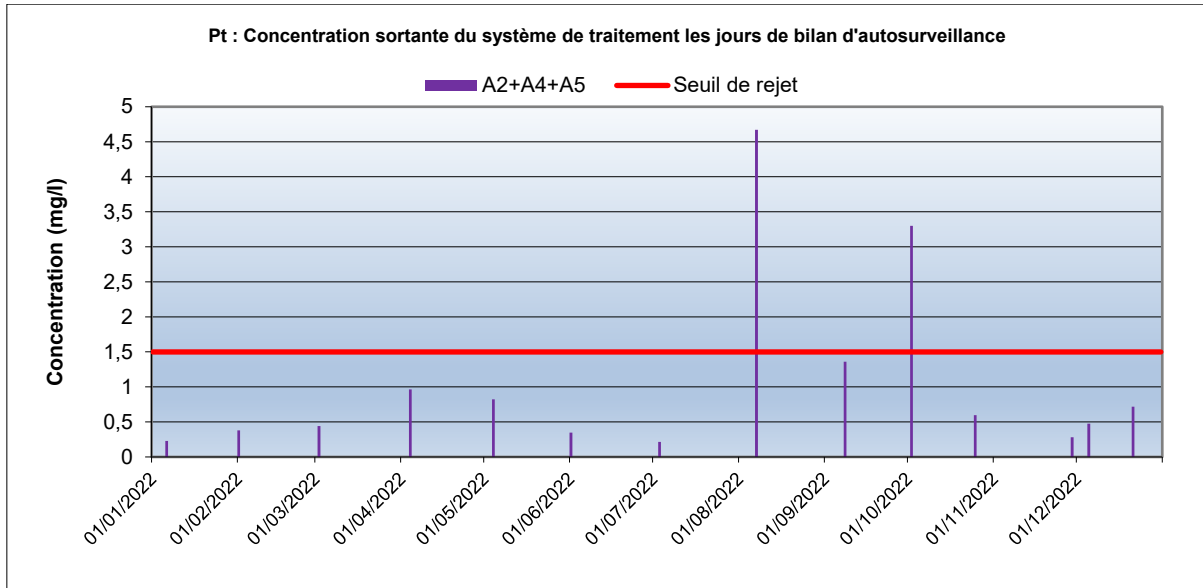


Les analyses du 07/08 et 02/10 ont eu lieu en situation inhabituelle.  
Des analyses ont été replanifiées le 25/10 et le 21/12 en situation normale.

Le seuil de rejet correspond à la concentration minimale de l'autorisation de rejet en vigueur.

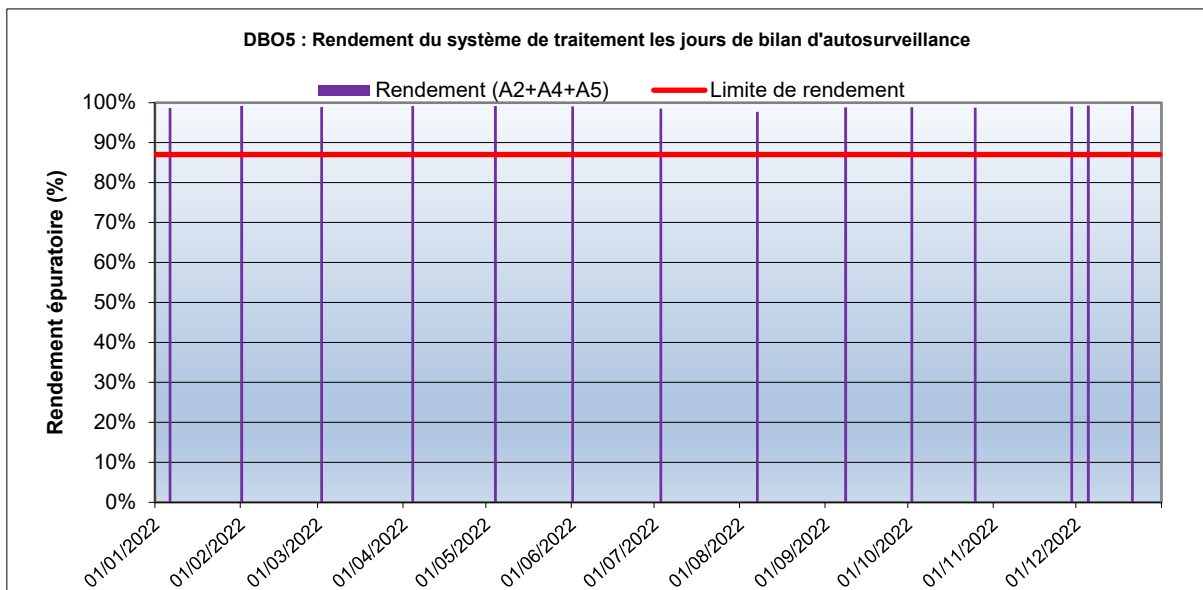




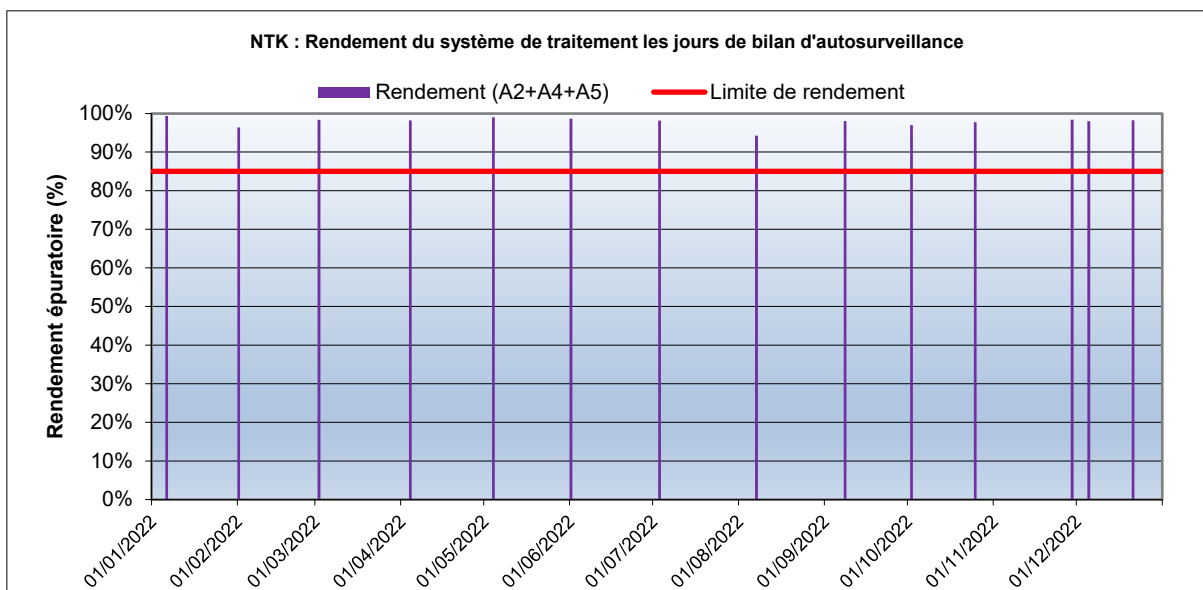
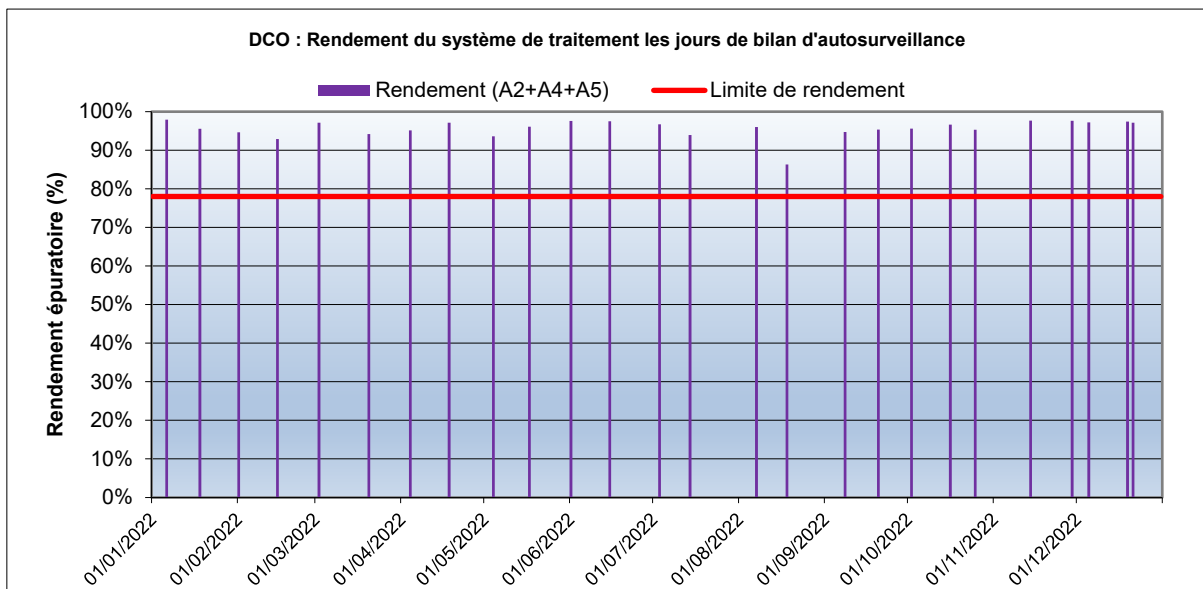
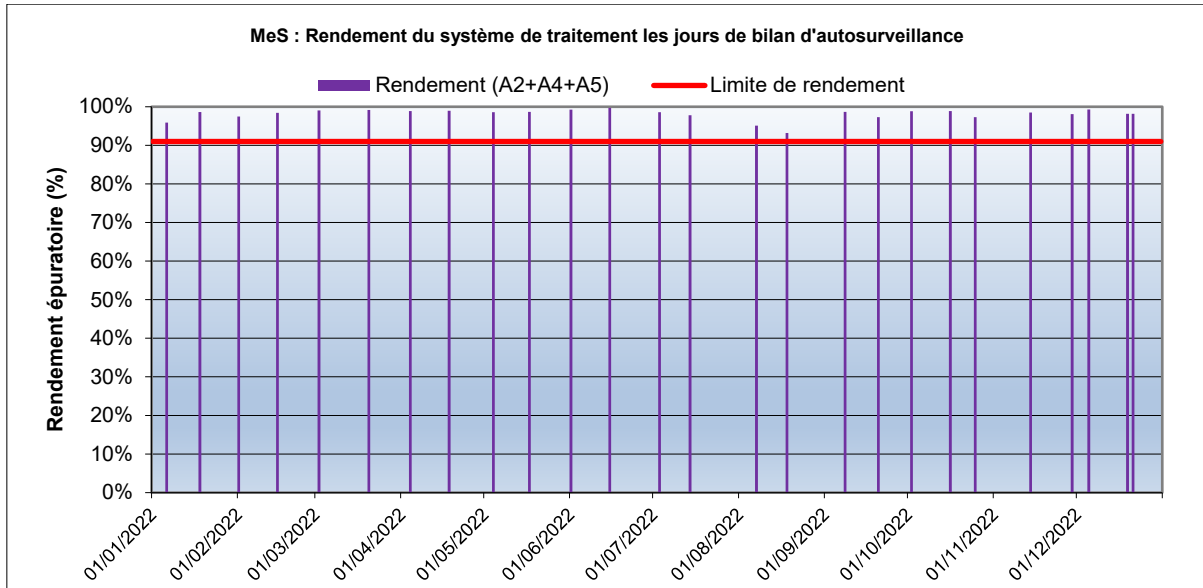


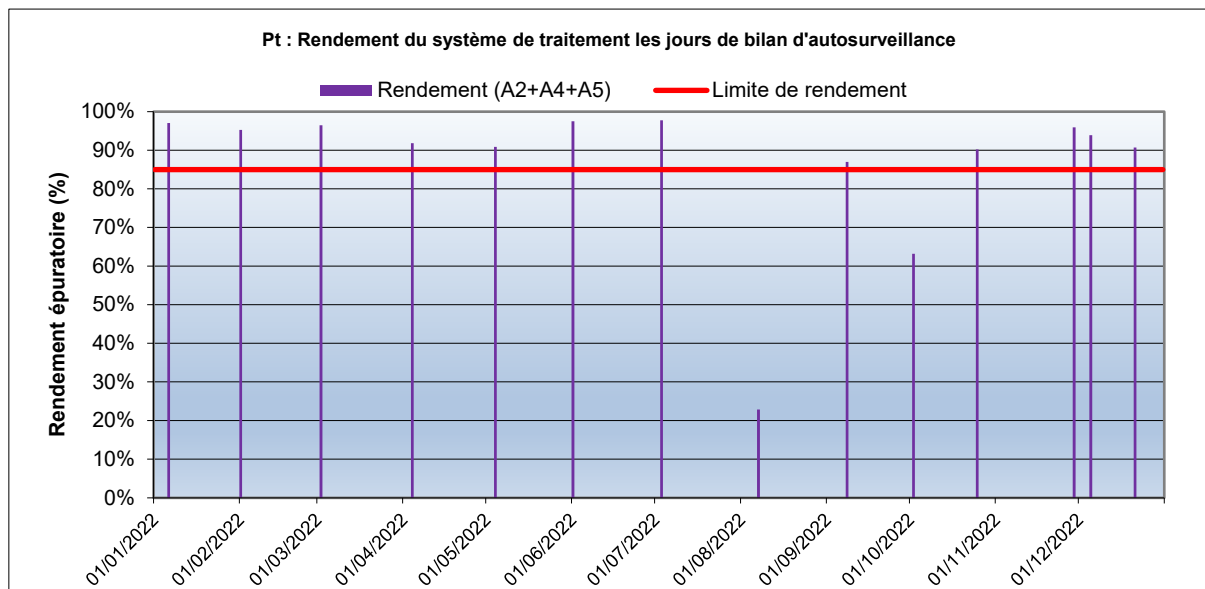
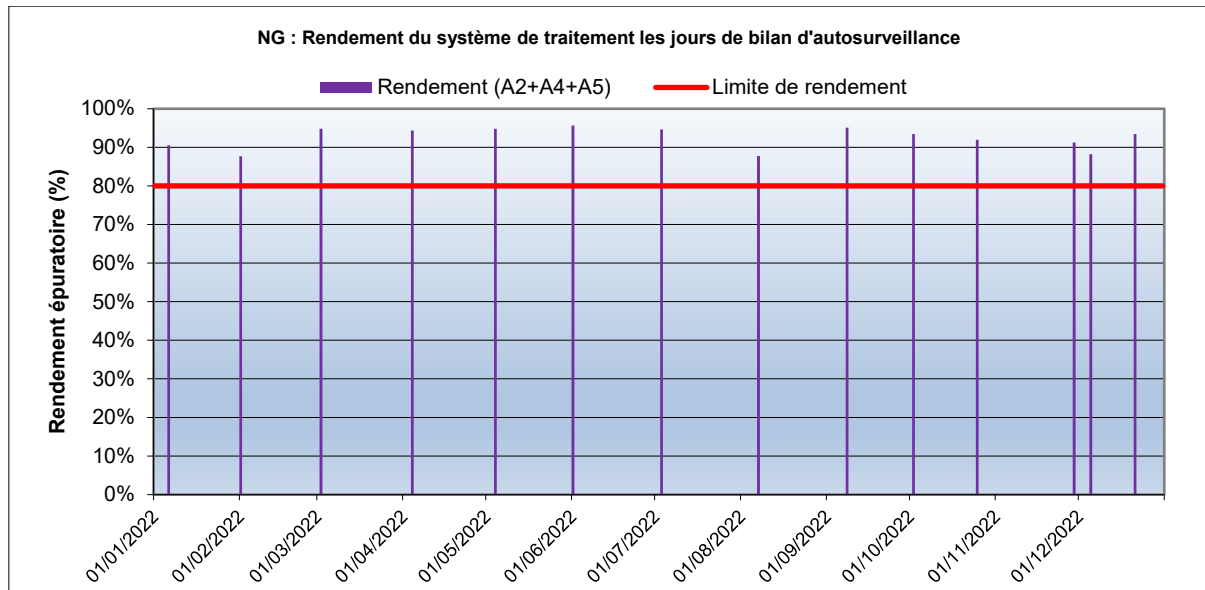
### C.2.6 Calcul des rendements

Le seuil de rejet correspond au rendement maximal de l'autorisation de rejet en vigueur.









## C.3 Bilan sur les boues, les autres sous-produits et les apports extérieurs

### C.3.1 Les boues

- Quantités annuelles de boues extraites, apportées et évacuées au cours de l'année

Boues	Quantité annuelle brute (Tonnes)	Quantité annuelle brute (m³)	Quantité annuelle de matière sèche (Tonnes de MS)
Boues extraites (point S4)	-	32 243	209
Boues apportées (point S5)	-	-	-
Boues évacuées (points S6 et S17)	996	-	187

- Destination des boues évacuées au cours de l'année

Destination	Tonnes de MS	% MS totale	Observations
Compostage	186,7	100,0%	<b>VALTERRA</b> (code SIRET : 3811141070009) Plate-forme BEAUCE COMPOST

- Evolution de la quantité annuelle de boues produites (point A6)

Année	Tonnes de MS
2018	200
2019	228
2020	215
2021	192
2022	209

- Détails des quantités mensuelles de boues produites (point A6)

Mois	Tonnes de MS
01-2022	18,6
02-2022	19,6
03-2022	28,5
04-2022	23,0
05-2022	20,2
06-2022	19,0
07-2022	17,3
08-2022	10,0
09-2022	8,9
10-2022	13,2
11-2022	11,6
12-2022	19,2

### C.3.2 Les sous-produits évacués

- Quantités annuelles et destinations des sous-produits évacués au cours de l'année

Les données sont affichées par point de prélèvement et par destination.

Sous-produits évacués	Quantité annuelle brute (kg)	Quantité annuelle brute (m³)	Destination(s) (parmi la liste Sandre du tableau des boues)
Sables (S10)	-	43	Incinération <b>SUEZ RV ENERGIE</b> 78955 CARRIERES SOUS POISSY
Sables (S10)	11 320	-	Valorisation industrielle <b>ECOPUR</b> 78920 Ecquevilly
Sables (S10)	16 500	-	Valorisation industrielle <b>TRA-SABLE</b> 92230 GENNEVILLIERS
Refus de dégrillage (S11)	-	87	Incinération <b>SUEZ RV ENERGIE</b> 78955 CARRIERES SOUS POISSY
Huiles / Graisses (S9)	60 300	-	Valorisation industrielle <b>ECOPUR</b> 78920 Ecquevilly

### C.3.3 Les apports extérieurs

- Quantité des apports extérieurs au cours de l'année et quantité de pollution correspondante

Sans objet.

## C.4 Bilan des consommations d'énergie et de réactifs

### C.4.1 Quantité annuelle d'énergie consommée

Energie	Consommation
Energie - kWh	816 537

### C.4.2 Quantités de réactifs consommés au cours de l'année

Réactifs utilisés (en masse de matière commerciale ; préciser l'unité)	File Eau (S14)	File Boue (S15)
Polymère (liquide) - kg	-	7 650
Sels de Fer (FeCl3) - kg	30 167	-

### C.4.3 Eau potable consommée au cours de l'année

Eau potable consommée (m <sup>3</sup> )	1 287
---	-------

## C.5 Faits marquants sur le système de traitement

### C.5.1 Fonctionnement du système de traitement

Jour	Volume EB temps sec (m3/j)	Volume EB restitution BO (m3/j)	Volume Bypass Déversoir tête station (m3/j)	Volume Bypass Survers e BO (m3/j)	Volume total arrivant à la station (m3/j)	Volume ET (m3/j)	Pluie (mm)	Pluie J-1 (mm)	Commentaires
04/01/22	5 997	1 108	1 213	4 918	13 236	7 462	12,2	3,6	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j) (ajustement débits suite à modélisation 3D)
09/01/22	5 657	1 038	2 039	4 195	12 929	7 111	11,6	6,6	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j) (ajustement débits suite à modélisation 3D)
08/04/22	5 115	0	1 847	11 204	18 166	5 638	30,2	3,4	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j) (ajustement débits suite à modélisation 3D)
09/04/22	5 076	1 457	0	772	7 305	7 076	3,0	30,2	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j) (ajustement débits suite à modélisation 3D)
15/05/22	2 452	50	1 929	0	4 431	2 427	8,8	0,0	Fort débit entrant
20/05/22	3 558	929	0	761	5 248	4 504	7,0	0,0	Fort débit entrant
04/06/22	2 900	180	1 214	0	4 294	3 157	6,0	0,2	Pompes temps de pluie n°2 & 3 bouchées
05/06/22	2 386	1 278	59	0	3 723	3 850	2,2	6,0	Pompes temps de pluie n°2 & 3 bouchées
08/06/22	4 534	0	2 816	0	7 350	5 799	14,0	3,8	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j) (ajustement débits suite à modélisation 3D)
13/06/22	743	205	1 300	0	2 248	1 021	0,0	0,0	Défaut électrique sur l'hydroéjecteur n°3 avec coupure du prétraitement - Remise en service avec intervention service automatisme

**C | Bilan annuel sur le système de traitement**

Jour	Volume EB temps sec (m3/j)	Volume EB restitution BO (m3/j)	Volume Bypass Déversoir tête station (m3/j)	Volume Bypass Survers e BO (m3/j)	Volume total arrivant à la station (m3/j)	Volume ET (m3/j)	Pluie (mm)	Pluie J-1 (mm)	Commentaires
07/08/22	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Casse de la canalisation de refoulement du chlorure ferrique Réparation de la canalisation puis remise en service de l'injection de chlorure Déclaration N°8
05/09/22	3 125	884	2 022	0	6 031	4 428	12,2	0,0	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j) Déclaration N° 4
10/09/22	2 943	773	9	59	3 784	4 129	10,2	1,6	
26/09/22	2 519	546	943	0	4 008	3 529	4,8	0,0	
27/09/22	2 326	139	0	288	2 753	3 192	3,0	4,8	
02/10/22	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Défaut sur pompes de chlorure ferrique Injection de chlorure ferrique en mode dégradé Remplacement de la pompe de chlorure ferrique le 17/10 Déclaration N°24
24/10/22	1 734	0	1 868	208	3 810	2 229	0,4	0,8	
01/11/22	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Défaut de logistique Replanification du prélèvement au 29/11/22 Déclaration N°28
10/11/22	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	Défaut automate Défaut Box VPN Correction le 02/12/22 Déclaration N°29
20/12/22	5 241	0	213	0	5 454	5 465	3,8	0,8	Dépassement du débit de référence (5340 m³/j), pompes temps de pluie n°2 & 3 bouchées, pompe 1 défaut mise à la terre Déclaration N°70



## C.5.2 Déversement dans le milieu naturel consécutifs aux faits marquants sur le système de traitement

Rappel de l'évènement			Volumes et charges rejetés du fait de l'évènement					
Date	Type et description de l'évènement	Durée (jours)	Volume (m³)	MES (kg)	DCO (kg)	DBO5 (kg)	NG (kg)	Pt (kg)
04/01/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	6 131	199	684	314	137	15
09/01/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	6 234	311	1 091	503	201	21
08/04/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	13 051	1 221	2 219	904	334	37
09/04/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	772	39	44	11	6	1
15/05/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	1 929	306	884	766	209	20
20/05/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	761	38	43	11	6	1
04/06/2022	Incident ayant un impact sur l'ouvrage	1	1 214	734	1 096	391	164	17
05/06/2022	Incident ayant un impact sur l'ouvrage	1	59	36	53	19	8	1
08/06/2022	Évènement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	2 816	1 704	2 543	907	381	39
13/06/2022	Incident ayant un impact sur l'ouvrage	1	1 300	786	1 174	419	176	18

Rappel de l'évènement			Volumes et charges rejetés du fait de l'évènement					
Date	Type et description de l'évènement	Durée (jours)	Volume (m³)	MES (kg)	DCO (kg)	DBO5 (kg)	NG (kg)	Pt (kg)
05/09/2022	Evénement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	2 022	507	1 424	598	259	25
10/09/2022	Evénement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	68	5	9	3	2	0
26/09/2022	Evénement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	943	237	664	279	121	12
27/09/2022	Evénement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	288	14	16	4	2	0
24/10/2022	Evénement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	2 076	651	812	558	159	15
20/12/2022	Evénement naturel ayant un impact sur l'ouvrage	1	213	69	177	85	18	2
<b>Total</b>		<b>16</b>	<b>39 876</b>	<b>6 858</b>	<b>12 935</b>	<b>5 772</b>	<b>2 181</b>	<b>223</b>

### C.5.3 Bilan des alertes effectuées

Il n'y a pas eu de rejets non-conformes au milieu récepteur susceptibles d'avoir un impact sanitaire sur les usages et usagers sensibles situés en aval. En conséquence, le dispositif d'alerte, tel que défini à l'article 19 de l'arrêté du 21 juillet 2015, n'a pas été activé durant l'année écoulée.

## C.6 Récapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement

Ces calculs sont réalisés sur le système de traitement, c'est-à-dire en prenant en compte le déversoir en tête de station :

- La concentration en sortie est calculée à partir de la sortie générale (A4), des by-pass (A5) et du déversoir en tête de station (A2).
- Pour le rendement, l'entrée est calculée à partir de l'entrée station (A3), des apports extérieurs (A7) et du déversoir en tête de station (A2)

	Débit journalier de référence (m³/j)	5 340	DBO5		DCO		MeS		NG		NTK		Pt	
			Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)	Rendement (%)	Concentration sortie (mg/l)
	Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)	1 401												
Ensemble des mesures	Nombre réglementaire de mesures par an (1)		12		24		24		12		12		12	
	Nombre de mesures réalisées		14		26		26		14		14		14	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées		98,8%	3,1	95,6%	24,6	98,1%	4,3	92,4%	6,3	97,8%	1,8	86,4%	1,1
Conditions normales d'exploitation (*)	Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		12		24		24		12		12		12	
	Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation		98,9%	3,0	95,6%	25,0	92,8%	4,2	92,7%	6,2	98,1%	1,7	91,3%	0,8
	Valeur rédhibitoire (1)			50		180		70				15		3
	Nombre de résultats non conformes à la valeur rédhibitoire		0		0		0				0		0	
	Valeurs limites (1) en moyenne journalière		87%	25	78%	90	91%	30			85%	10	85%	2
	Nombre maximum de non-conformités aux valeurs limites par an (1)		2		3		3		2		2		2	
	Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)		0		0		0		0		0		0	
	Valeurs limites (1) en moyenne annuelle								80%	15			85%	1,5
Conformité selon l'exploitant par paramètre :			OUI		OUI		OUI		OUI		OUI		OUI	
Respect du nombre de bilans par paramètre :			OUI		OUI		OUI		OUI		OUI		OUI	
Conformité globale selon l'exploitant :			OUI											

(1) ces valeurs sont déterminées par l'arrêté d'autorisation de l'ouvrage ou à défaut par l'arrêté du 21 juillet 2015.

(2) le nombre de résultats non conformes aux valeurs limites est égal au nombre de mesures, réalisées dans des conditions normales d'exploitation (\*), dont les résultats sont non conformes à la fois à la valeur limite en concentration et en rendement.

(\*) Les conditions normales d'exploitation sont atteintes les jours où le débit de référence n'est pas dépassé et en l'absence de situations inhabituelles telles que décrites dans l'art 2 de l'arrêté du 21/07/2015.

## C.7 Synthèse du suivi métrologique du dispositif d'autosurveillance

### C.7.1 Rappel

Le suivi métrologique concerne l'ensemble des ouvrages, instruments et appareils du dispositif d'autosurveillance. Il consiste à réaliser l'ensemble des opérations permettant d'assurer la fiabilité des données générées par le dispositif d'autosurveillance :

- entretien, vérification et étalonnage des dispositifs de mesures de débit ;
- entretien et maintenance des préleveurs et vérification des critères de représentativité de l'échantillonnage.

Ce suivi est réalisé par l'exploitant, notamment avant chaque bilan d'autosurveillance.

Les analyses sont réalisées en externe par un laboratoire accrédité. Les effluents prélevés sur 24 heures, de minuit à minuit, sont transportés dans des glacières contenant des accumulateurs de froid le lendemain du bilan de façon à être réceptionnés par le laboratoire avant midi et mis en analyse dans les 24 heures suivant la fin du bilan.

La température des échantillons est vérifiée à réception au laboratoire.

### C.7.2 Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Le rapport de ce contrôle est disponible sur demande.

## C.8 Conclusion du bilan annuel sur le système de traitement

26 bilans d'autosurveillance réglementaire ont été réalisés au cours de l'année 2022 ; seuls 24 d'entre eux se sont déroulés dans des conditions normales d'exploitation au sens de l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015, et sont donc pris en compte pour l'analyse de la conformité.

En effet, les bilans du 07/08/22 (casse canalisation de refoulement chlorure ferrique) et du 02/10/22 (défaut pompes chlorure ferrique) ont été écartés et replanifiés.

Les volumes entrants (points A2 et A3) sur la station s'élèvent à 786 226 m<sup>3</sup> pour l'année 2022, soit un débit moyen journalier de 2 154,0 m<sup>3</sup>/j, avec un débit maximum entrant de 18 166,0 m<sup>3</sup>/j (5 115 m<sup>3</sup>/j en A3 et 13 051 m<sup>3</sup>/j en A2) en date du 08/04/22 avec une pluviométrie de 30,2 mm (3,4 mm la veille).

D'autre part, 16 déversements ont été enregistrés en A2 pour un volume total de 39 876 m<sup>3</sup>.

Le taux de charge hydraulique moyen de la station est de 40 % (débit nominal de la station 5 340 m<sup>3</sup>/j, débit moyen journalier 2 154,0 m<sup>3</sup>/j).

Le débit nominal/débit de référence de la station (5 340 m<sup>3</sup>/j) a été dépassé 8 jours au cours de l'année 2022.

Au 31 décembre 2022, le percentile 95 des débits entrants sur la station, calculé sur 5 ans, s'établit à 5 113,8 m<sup>3</sup>/j.

Le taux de charge organique moyen de la station est de 62 % (capacité nominale de la station 1 030 kg DBO<sub>5</sub>/j, moyenne des charges organiques reçues en conditions normales d'exploitation 640,45 kg DBO<sub>5</sub>/j).

Le taux de charge organique maximum de la station est de 136 % (capacité nominale de la station 1 030 kg DBO<sub>5</sub>/j, CBPO 1400,94 kg DBO<sub>5</sub>/j le 21/12/21).

Conformément à l'arrêté du 8 Janvier 1998 et à la norme NF U44-095 sur les amendements organiques, les analyses de boues évacuées pour compostage n'ont pas présenté de dépassement des limites réglementaires.



# D | Auto-évaluation des performances du système d'assainissement





L'auto-évaluation des performances du système d'assainissement fait partie des nouvelles obligations des maîtres d'ouvrages pour conclure le Bilan Annuel de fonctionnement du système d'assainissement, telles que listées à l'article 20, paragraphe 2, de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Cette auto-évaluation n'a qu'un caractère indicatif et ne saurait remplacer le jugement de conformité qui sera rendu par l'administration en charge du contrôle de l'agglomération d'assainissement concernée par le présent bilan annuel de fonctionnement.

## **D.1 Performance du système de collecte**

En application de la directive ERU 91/271/CEE, et de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié par l'arrêté du 31 juillet 2020, la performance du système de collecte d'une agglomération d'assainissement est définie par l'évaluation des rejets directs, d'une part, par temps sec et, d'autre part, par temps de pluie durant l'année en cours.

Lors de l'évaluation de la performance du système de collecte par temps sec, les déversements constatés dans les situations dites « inhabituelles » (telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015) ne sont pas pris en compte dans le calcul.

Pour l'année écoulée, il n'y a eu aucune situation inhabituelle

**Par temps sec**, aucun déversement par temps sec, hors situation inhabituelle, ne doit avoir lieu. Une tolérance peut toutefois être appliquée par le service de police de l'eau mais dans ce cas la charge journalière déversée en temps sec ne doit pas représenter plus de 1% de la CBPO de la station de traitement dans la limite de 2 000 EH.

Pour le système de collecte de Aubergenville **aucun déversement** n'a été observé **en temps sec**.

⇒ **Le système de collecte est conforme par temps sec**

Par temps de pluie, y compris les situations inhabituelles de fortes pluies définies à l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié, les rejets directs doivent être évalués selon l'un des trois critères parmi les suivants :

1. Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5% des volumes d'eaux usées produits par l'agglomération durant l'année ;
2. Les rejets par temps de pluie représentent moins de 5% des flux de pollution produits par l'agglomération durant l'année ;
3. Moins de 20 jours de déversements ont été constatés par an au niveau de chaque DO collecte soumis à autosurveillance.

Cependant l'arrêté préfectoral N° 08-196/DD d'Aubergenville définit un **nombre de déversements annuels autorisés à 6**

Les périodes de temps de pluie sont définies comme des périodes pendant lesquelles le réseau de collecte est influencé par l'eau pluviale. Toutefois, le délai de retour au temps sec après un épisode pluvieux, ne pourra pas excéder 48h sauf cas très particulier.

Les charges polluantes ont été établies pour l'ensemble des jours où la pluviométrie enregistrée était supérieure à 0,6 mm, en prenant en compte un temps de ressuyage de 24 heures. A défaut d'analyse de la DBO5 sur ces rejets, la charge polluante est calculée à partir des mesures ou des estimations de volumes déversés et de la concentration moyenne annuelle de DBO5 en entrée du système de traitement (en A3)

Les opérations programmées de maintenance et les circonstances exceptionnelles définies à l'article 2 de l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié ne sont pas prises en compte pour cette évaluation.

## Evaluation basée sur le Nombre de jours de déversement

Temps de Pluie	Non conforme	Conformité DO1 Charles de Gaulle		
		Seuil de conformité	6	jours/an
		Nombre annuel moyen de jours de déversement	21	jours/an
	Conforme	Conformité DO4 Rue de l'Union		
		Seuil de conformité	6	jours/an
		Nombre annuel moyen de jours de déversement	4	jours/an

➔ Sur la base du nombre de jours de déversements, le système de collecte est non conforme par temps de pluie

Un schéma directeur d'assainissement a été engagé en 2020 par la CU GPS&O pour établir un diagnostic de la situation et définir le plan des actions à mettre en œuvre.

## D.2 Performance du système de traitement

Conformément au chapitre C6 - Récapitulatif annuel du fonctionnement du système de traitement du présent bilan, et des résultats du tableau de synthèse, la conformité par paramètre selon l'exploitant est évaluée comme suit :

Paramètres	DCO	DBO5	MES	NGI	Ptot
Conformité selon l'Exploitant	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui

S'agissant de dépassements des normes qui font suites à des casses matérielles, l'exploitant a averti la Police de l'Eau par la déclaration N° 8 « Casse de la canalisation de refoulement du chlorure ferrique détectée le 06/08 ». et la déclaration N°24 « Défaut sur pompes de chlorure ferrique. »

Les actions correctives ont été mises en œuvre afin de procéder à la réparation du matériel défectueux. Un bilan d'autosurveillance a également été reprogrammé sur la fin de l'année. Il apparaît que le dépassement du 07 aout et du 02 octobre peuvent être considérés comme des événements exceptionnels non liés à un défaut de conception ou d'entretien.





# E | Surveillance complémentaire relative à la présence de micropolluants





## **E.1 RSDE**

Dans le cadre de la recherche et de la réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE), la Communauté urbaine a mis en place un suivi des industriels sur son territoire. En 2022, nos services ont fait les diagnostics vers l'amont comprenant l'état des lieux de toutes les entreprises raccordées pouvant émettre des rejets non domestiques en fonction de leur activité et de leur taille. En recoupant avec les substances dangereuses retrouvées sur les stations d'épuration, nos services ont priorisé une liste de sites industriels. En 2022, une centaine d'établissements a été contactée via un formulaire d'enquête et 21 visites ont été réalisées, ce qui a permis la notification de 15 arrêtés d'autorisation de rejet des eaux usées non domestiques.

La nouvelle campagne RSDE a débuté afin d'identifier les micropolluants significativement présents dans les eaux brutes et dans les eaux traitées de la station d'épuration en 2023. De cette campagne découlera un diagnostic vers l'amont complémentaire à celui de 2018-2022 permettant de savoir si la présence de certains micropolluants a évolué et ainsi mettre en place un plan d'action pour retrouver et réduire l'origine de leur rejet.





# F | Annexes



## F.1 Annexe 1 : Evolutions Réglementaires

L'année 2022 a été marquée par l'actualité réglementaire suivante dans le domaine de l'assainissement.

Cette annexe présente successivement les évolutions réglementaires suivantes :

- Assainissement
- Energie
- Procédure évaluation ou autorisation environnementale
- Protection des milieux aquatiques

### ASSAINISSEMENT

#### Reuse

**Décret n° 2022-336 du 10 mars 2022 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées** ([JORF n°0059 du 11 mars 2022](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045331735))

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045331735>

Ce décret définit les modalités d'encadrement de nouveaux usages d'eaux usées traitées, autres que ceux déjà encadrés par des réglementations dédiées (arrosage, irrigation). Tout particulièrement, on notera que le texte :

- Vise les eaux usées traitées des stations d'épuration urbaines et industrielles (article 2) ;
- Interdit explicitement certains usages et utilisateurs (article 2) ;
- Définit :
  - Les notions de producteur des eaux usées traitées, d'utilisateur des eaux usées traitées et de parties prenantes (article 3) ;
  - Le contenu et le déroulé de la procédure de demande d'autorisation (article 4) Il est à noter que « *le silence gardé par le préfet* » à l'issue d'un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception attestant du caractère complet du dossier vaut décision de refus ;
  - Le contenu de l'arrêté préfectoral d'exploitation (article 5) qui indique la qualité sanitaire des eaux usées traitées à respecter pour les usages autorisés et fixe les obligations incombant aux parties prenantes. Les objectifs de qualité que doivent respecter les eaux réutilisées sont donc fixées au cas par cas ;
  - La durée de l'arrêté préfectoral d'exploitation qui ne peut excéder 5 ans.
  - Un reporting annuel pour avis au CODERST, au plus tard le premier mars de chaque année et un rapport relatif à la mise en œuvre du projet au cours de l'année écoulée.

Ce décret est entré en vigueur le 12 mars 2022.

Les usages arrosage et irrigation à des fins agronomiques ou agricoles, de cultures, d'espaces verts ou de forêts relèvent de textes toujours en vigueur : l'arrêté du 2 août 2010 modifié par l'arrêté du 25 juin 2014.

**Arrêté du 28 juillet 2022 relatif au dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées** ([JORF n°0179 du 4 août 2022](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046138725))

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046138725>

Le décret n° 2022-336 relatif aux usages et aux conditions de réutilisation des eaux usées traitées prévoit qu'un arrêté précise le contenu du dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées. Ce texte précise les pièces justificatives attendues dans ce dossier

Le dossier de demande d'autorisation d'utilisation des eaux usées traitées est adressé au préfet de département en un exemplaire sous format papier et un exemplaire sous format électronique.

Le préfet a la possibilité de demander des exemplaires papiers supplémentaires. D'autres pièces ou informations pourront être demandées que celles fixées par le décret.

La description du milieu recevant les eaux usées traitées antérieurement au projet et la description détaillée du projet d'utilisation de ces eaux mentionnée est précisé dans les moindres détails par l'arrêté. L'évaluation des risques sanitaires et environnementaux prévue au 3° du I de l'article 4 du décret du 10 mars 2022 susvisé devra être fondée sur les deux éléments suivants :

- l'identification des populations susceptibles d'être exposées aux eaux usées traitées, l'estimation du nombre de personnes concernées et des voies d'exposition ;

- l'identification et l'analyse des dangers auxquels l'environnement et les populations sont susceptibles d'être exposés, la caractérisation des situations d'exposition et l'identification des événements dangereux.

Les mesures préventives et correctives mentionnées au [3° du I de l'article 4 du décret du 10 mars 2022](#) se limitent à être « *les mesures d'informations des personnes fréquentant les installations ou les lieux d'utilisation des eaux usées traitées.* » mais rien n'interdit le service compétent de faire des demandes supplémentaires.

### Vulnérabilité des réseaux

**Décret n° 2022-1077 du 28 juillet 2022 relatif à la résilience des réseaux aux risques naturels** (JORF n°0175 du 30 juillet 2022)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046113619#:~:text=Le%20d%C3%A9cret%20pr%C3%A9cise%20les%20territoires,et%20les%20exploitants%20y%20satisfont.>

L'article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure, issu de l'[article 249 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) dite loi Climat, ouvre la possibilité, pour le préfet, de demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur (telles certaines inondations) dans le but que leur gestion en période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé. La demande du préfet porte également sur un programme d'investissements prioritaires à réaliser pour améliorer la résilience des services en cas de survenance de l'aléa.

Le décret précise les territoires et aléas naturels qui peuvent y survenir, les scénarios qui doivent être étudiés par les exploitants des services et réseaux ainsi que les modalités selon lesquelles le préfet formule sa demande et les exploitants y satisfont.

Il rend également applicable les mesures et sanctions administratives prévues par le [code de l'environnement](#) en cas de méconnaissance, par les exploitants de services et réseaux concernés, des demandes qui leur sont faites par le préfet dans le cadre de ce nouveau dispositif.

**Décret n° 2022-1385 du 31 octobre 2022 relatif à l'autorité administrative compétente en matière de résilience des réseaux aux risques naturels** (JORF n°0254 du 1 novembre 2022)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046510568#:~:text=Ce%20texte%20permet%20au%20pr%C3%A9fet,%C3%A9v%C3%A9nements%20naturels%20de%20grande%20ampleur%20>

Le décret modifie l'autorité compétente désignée à l'[article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure](#) (issu de l'[article 249 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) dite loi Climat) qui peut demander aux exploitants de services ou réseaux essentiels à la population (eau potable, assainissement, électricité, gaz, réseaux de télécommunication) d'identifier leurs vulnérabilités face aux événements naturels de grande ampleur dans le but que leur gestion en période de crise soit anticipée, qu'un service minimal répondant aux besoins essentiels de la population soit assuré pendant la durée de la crise et qu'un retour rapide à un fonctionnement normal soit favorisé.

Dans sa décision n° 2022-299 L en date du 7 juillet 2022, le Conseil constitutionnel a déclaré que les dispositions relatives à l'autorité compétente de l'Etat mentionnée à l'[article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure](#), qui désigne « le préfet de zone de défense et de sécurité mentionné à l'[article L. 1311-1 du code de la défense](#) », avaient un caractère réglementaire.

Le décret tire les conséquences de cette décision du Conseil constitutionnel et modifie les dispositions en vigueur de l'[article L. 732-2-1 du code de la sécurité intérieure](#) afin de désigner la bonne autorité compétente de l'Etat en la matière, à savoir le préfet de département.

Il modifie également les [dispositions réglementaires du code de la sécurité intérieure](#) et du [code de l'environnement](#) créées par le [décret n° 2022-1077 du 28 juillet 2022](#) relatif à la résilience des réseaux aux risques naturels, qui vient mettre en œuvre les dispositions de l'article L. 732-2-1 du code pour prévoir la compétence expresse du préfet de département.

## ENERGIE

### Certificats d'économie d'énergie

**Arrêté du 20 avril 2022 modifiant l'arrêté du 28 septembre 2021 relatif aux contrôles dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie** ([JORF n°0102 du 3 mai 2022](#))

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045733606#:~:text=Notice%20%3A%20le%20pr%C3%A9sent%20arr%C3%AAt%C3%A9%20modifi%C3%A0%20vis%20des%20contr%C3%B4les>

-> Concerne les contrôles sur sites pour vérification des travaux

**Arrêté du 25 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie et l'arrêté du 29 décembre 2014 relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie** ([JORF n°0179 du 4 août 2022](#))

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046138826>

Cela implique la disparition de la fiche concernant les moteurs IE3 pour la partie Industrie (moteurs de pompes).

## PROCEDURE EVALUATION ou AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE (AE-ICPE-IOTA)

### ICPE

**Arrêté du 28 février 2022 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation** ([JORF n°0079 du 3 avril 2022](#)) (

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045463803>

L'arrêté du 28 février 2022 vise à intégrer à l'arrêté du 2 février 1998 les prescriptions génériques applicables aux installations classées soumises à autorisation précédemment reprises via les arrêtés préfectoraux, ainsi qu'à préciser certains articles existants. Les VLE et les fréquences d'analyse restent inchangées. Il insère ainsi dans l'arrêté intégré les dispositions suivantes :

- Une actualisation concernant le champ couvert par l'arrêté et les rubriques ICPE "exclues", à l'article 1er de l'arrêté intégré ;
- Les objectifs généraux en matière de protection de l'environnement concernant le risque chronique, à l'article 2,
- La suppression de doublons concernant les consignes d'exploitation, en abrogeant l'article 3,
- Les dispositions applicables à l'entretien général des installations et la gestion des canalisations, en modifiant l'article 4,
- Certaines dispositions spécifiques aux installations relevant de la directive IED 2010/75/UE, particulièrement avec un nouvel article 6 bis,
- Des précisions concernant les bacs de disconnection et l'isolement des réseaux d'assainissement, en modifiant l'article 16,
- Des clarifications concernant l'autosurveillance des rejets, en modifiant les articles 58 et suivants,
- Des précisions et nouvelles dispositions codifiant les bonnes pratiques, concernant la surveillance des eaux souterraines en fonctionnement normal et en contexte de pollution, avec la modification de l'article 65 et un nouvel article 65 bis.

Les modalités générales d'application fixées aux articles 67 et 68 de l'arrêté intégré sont également modifiées.

**Arrêté du 1er mars 2022 modifiant l'arrêté du 5 mai 2021 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement** ([JORF n°0055 du 6 mars 2022](#)) :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045299747>

Modèle de demande à respecter en cas d'enregistrement ICPE.

**Arrêté du 8 décembre 2022 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de combustion** ([JORF n°0297 du 23 décembre 2022](#)) : concerne les ICPE rubrique 2910

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046780210>

Cet arrêté modifie les prescriptions générales contenues dans plusieurs arrêtés relatifs aux appareils de combustion.

### Autorisation environnementale

**Arrêté du 1er mars 2022 modifiant l'arrêté du 28 mars 2019 fixant le modèle national de la demande d'autorisation environnementale (JORF n°0070 du 24 mars 2022)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045398179>

Pour la demande d'autorisation environnementale prévue à l'article L. 181-1 du code de l'environnement, et conformément à l'article D. 181-15-10 du même code, le demandeur utilise le formulaire CERFA n° 15964\*02 mis à disposition sur le site internet <https://www.service-public.fr/>.

### IOTA

**Décret n° 2022-989 du 4 juillet 2022 relatif à la procédure de déclaration en matière de police de l'eau (JORF n°0154 du 5 juillet 2022)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGIARTI000046015233/2022-07-25/>

Dans l'objectif de simplifier et de clarifier la procédure de déclaration des IOTA soumises à déclaration, ce décret assouplit l'article R. 214-32 du Code de l'environnement qui définit la procédure de déclaration et prévoit qu'elle peut désormais être effectuée soit :

- Sous la forme dématérialisée d'une téléprocédure, modalités qui n'était donc auparavant pas prévue par les textes ;
- Ou en un exemplaire papier et sous forme électronique.

Il existe toutefois des exceptions, ce qui limite la portée « simplificatrice » du décret :

- Le préfet peut, dans un objectif de publicité ou pour les procédures de consultation, demander des exemplaires papiers supplémentaires ;
- Certaines informations (susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5) doivent être occultées du dossier et transmises à part au format papier ;
- Lorsque la déclaration concerne une procédure de déclaration d'intérêt général ou d'urgence, elle est transmise en un exemplaire papier et sous forme électronique.

Pour les dossiers déposés par la voie de la téléprocédure, le récépissé sera alors immédiatement délivré par voie électronique.

Il est en outre prévu que le Ministre chargé de l'environnement pourra fixer un modèle national de formulaire de déclaration à déposer lorsque le déclarant n'utilise pas la téléprocédure.

Par ailleurs, lorsque les IOTA doivent être réalisés sur le territoire de plusieurs départements, la déclaration est déposée auprès du seul département où la plus grande partie de leur emprise est située, au lieu de l'ensemble des préfets des départements impliqués. Mais les autres départements concernés doivent être mentionnés dans la déclaration.

Enfin, plusieurs modifications d'ordre essentiellement rédactionnel sont adoptées afin de clarifier les modalités de mise en œuvre de la procédure de déclaration.

Ces modifications sont entrées en vigueur le 25 juillet 2022.

### PROTECTION DES MILIEUX AQUATIQUES

**Arrêté du 19 avril 2022 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du code de l'environnement (JORF n°0109 du 11 mai 2022)**

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045779983>

- ANNEXE 1 : Typologie des masses d'eau cours d'eau
- ANNEXE 2 : Typologie des masses d'eau plans d'eau
- ANNEXE 3 : Typologie des masses d'eau littorales
- ANNEXE 4 : Typologie des masses d'eau souterraine
- ANNEXE 5 : Méthode et critères pour l'identification prévisionnelle (ou pré-désignation) dans l'état des lieux des masses d'eau de surface artificielles et fortement modifiées

La directive cadre sur l'eau définit un système commun au niveau européen pour classer, surveiller et évaluer l'état des eaux. Cet arrêté fait évoluer à la marge les méthodes et les critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et le second met à jour le programme de surveillance de l'état des eaux.

Les modifications suivantes sont à retenir du 1<sup>er</sup> arrêté :

- Évolutions principalement liées aux typologies des masses d'eau, ainsi qu'à l'analyse des incidences des activités humaines sur l'état des eaux réalisée pour l'état des lieux.
- L'inventaire des émissions, rejets et pertes de polluants demandé dans le cadre de l'analyse de l'incidence des activités humaines sur l'état des eaux doit désormais être étendu aux polluants



spécifiques de l'état écologique, alors qu'il ne concernait auparavant que les substances de l'état chimique.

- La typologie des masses d'eau cours d'eau mise à jour.
- La typologie des masses d'eau plans d'eau intégralement refondue afin d'améliorer sa conformité à la Directive Cadre sur l'Eau.
- La typologie des masses d'eau littorales étendue aux bassins d'Outre-Mer.

**Arrêté du 26 avril 2022 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement** (JORF n°0109 du 11 mai 2022)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045780020>

L'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement transcrit dans le droit français les exigences de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) en matière de surveillance de l'état des masses d'eau. Sa dernière révision date de 2018. Cette nouvelle révision permet de poursuivre la mise en conformité avec les exigences de la DCE et de prendre en compte les progrès de connaissance en matière de méthodes et principes de surveillance des eaux de surface et souterraines.

**Avis relatif aux méthodes d'échantillonnage, de traitement et d'analyse des échantillons à utiliser dans le domaine de la surveillance de l'état écologique et chimique des eaux de surface** (JORF n°0109 du 11 mai 2022)

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045781011>

